

solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

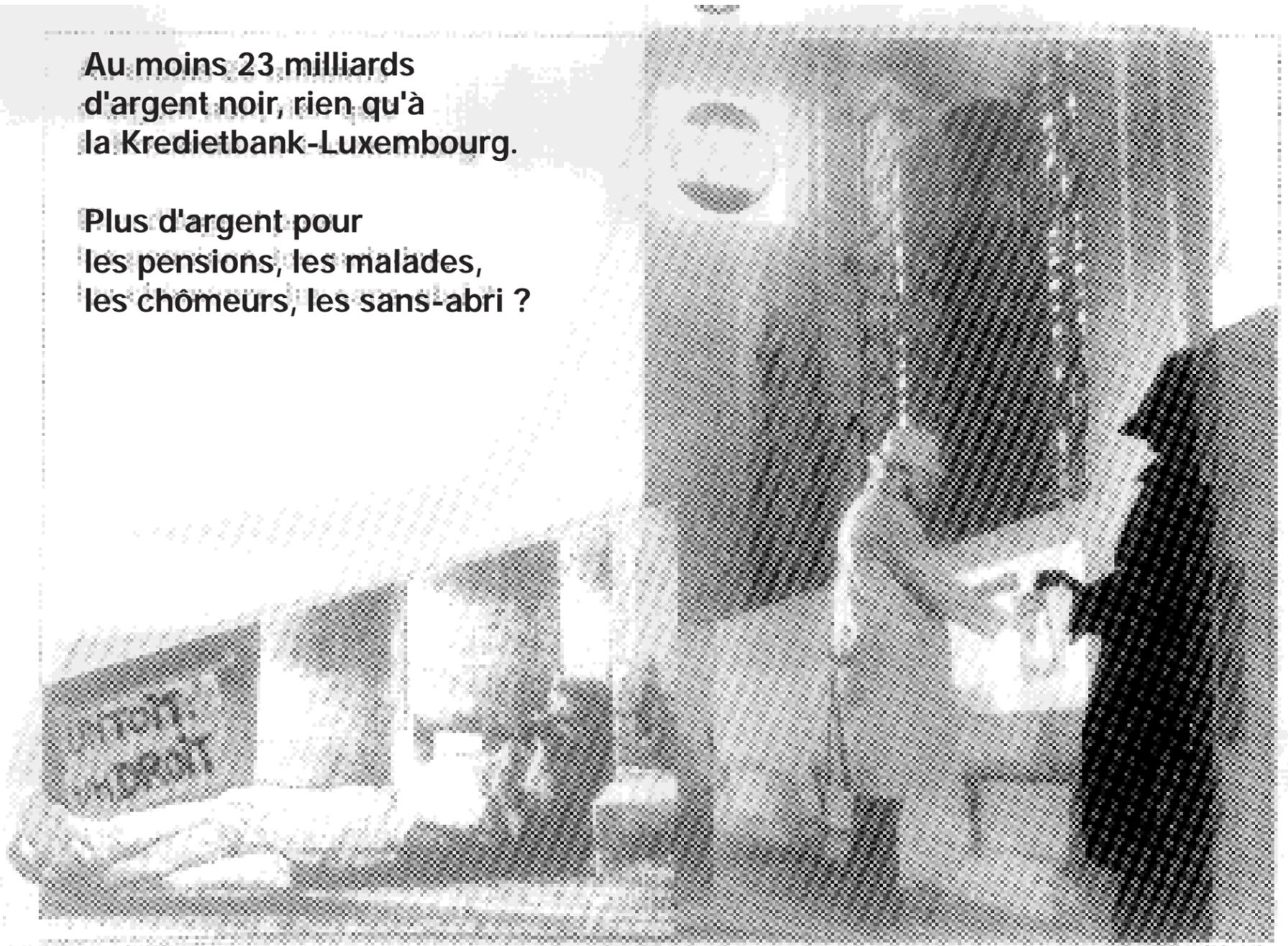
Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N° 14 (1145) 14 août 1996, 26 ème année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

Déficit budgétaire ? Des milliards dorment... au Luxembourg

Au moins 23 milliards
d'argent noir, rien qu'à
la Kredietbank-Luxembourg.

Plus d'argent pour
les pensions, les malades,
les chômeurs, les sans-abri ?



La photo de droite est tirée d'une brochure publicitaire de la Kredietbank.
Montage-photo : Lieven Soete

2 - 3

**Le peuple en colère
réagit à la fraude
de la KB**

5 & 7

**Un show scandaleux
qui nie l'exploitation
des mineurs**

12

**Reportage
dans un bidonville
d'Istanbul**



La rage des travailleurs envers les fraudeurs et leur système capitaliste pourri

Marco Van Hees, Kris Merckx

La fraude de la Kredietbank est un véritable camouflet pour les centaines de milliers de travailleurs qui ont toujours plus de mal à payer leurs impôts. C'est un scandale dénoncé par les syndicalistes du secteur bancaire, de la Sabena, de l'enseignement, etc. Autant de secteurs auxquels le patron de la KB, Jan Huyghebaert, et ses collègues, imposent des pertes d'emplois et des mesures d'austérité toujours plus sévères. Nous avons recueilli les réactions de ces travailleurs et syndicalistes.

«Et il n'y aurait pas d'argent pour l'emploi et la Sécurité sociale ?»

Interview de Raymond Vanderlooy, délégué à la Générale de Banque

En tant que délégué syndical LBC (centrale des employés chrétiens en Flandre) dans le secteur bancaire, membre du comité paritaire et porte-parole du comité 532, comment réagissez-vous à l'affaire de la KB-Luxembourg ?

R. Vanderlooy. Ce scandale prouve une nouvelle fois que le secteur bancaire n'est nullement en crise. Non seulement, les bénéfices officiels sont en hausse permanente, mais il s'avère à présent que les banques gèrent et recyclent tout un circuit de bénéfices noirs. Une masse d'argent est donc disponible dans ce pays pour préserver les emplois et en créer de nouveaux, certainement dans le secteur bancaire. En tant que syndicalistes, nous n'avons pas à nous soumettre au processus généralisé de monopolisation et de concentration que les banques et les grands patrons imposent dans l'ensemble de l'Europe.

Ils cherchent tous à devenir les plus grands et les plus forts. A cet effet, il recourent à une triple batterie de mesures frappant les salaires, l'emploi et la sécurité sociale. La découverte de ce pactole de 23 milliards d'argent

noir nous offre un argument supplémentaire pour rejeter les mesures d'austérité.

Que pensez-vous de la fraude elle-même ?

R. Vanderlooy. Il apparaît une fois de plus que la fraude n'est possible que grâce au secret bancaire. Les banques rétorquent souvent que l'initiative de la fraude provient de leurs clients. Ce sont les clients, disent-ils, qui échafaudent des constructions fiscales et nous nous limitons à des opérations dans ces schémas préétablis. Les documents révélés démontrent à présent qu'au moins plusieurs responsables importants de la KB Lux donnaient bel et bien leurs conseils pour mettre en place ces constructions.

Un cadastre des fortunes est indispensable

Quoi qu'il en soit, des décisions politiques s'imposent afin de mettre un terme à ce jeu de cache-cache. La fraude existe et peut se développer faute de volonté politique visant à supprimer le secret bancaire et à instaurer un cadastre

des fortunes. Ce cadastre est indispensable si l'on veut localiser les grosses fortunes qui fraudent le plus et introduire un impôt sur les fortunes. Est-ce impossible ? Aux Pays-Bas et en Allemagne, l'impôt sur les fortunes existe, bien qu'il soit très faible. Cette affaire démontre que notre comité 532 a raison d'exiger des banques (et des patrons en général) une contribution sérieuse dans la création d'emplois, la défense de la sécurité sociale et des services publics et la réduction de la dette publique.

Nous demandons qu'une partie des superbénéfices soient récupérés, entre autres par une réduction des intérêts que l'Etat verse aux banques.

Les gens arrivent-ils à tirer les conclusions de cette affaire en dénonçant le caractère immoral et criminel du système capitaliste dans lequel nous vivons ?

R. Vanderlooy. Beaucoup n'en sont pas encore là. Mais à mesure que la crise se creuse, ce débat politique s'élargira et la conviction que ce système est à rejeter fondamentalement se répandra. Il faut d'ailleurs mener cette discussion à un niveau beaucoup plus large.



Raymond Vanderlooy (à gauche), lors du pique-nique du Comité 532 devant les grilles de Val-Duchesse, le 3 août dernier.

Employés de banque et clients modestes dans la même galère

Nous avons interrogé John Sparrings, délégué syndical FGTB du secteur bancaire et collaborateur de Solidaire.

John Sparrings. Ce scandale de la KB renforce encore mon indignation face à la politique menée dans notre secteur. A l'égard des dizaines de milliers d'employés et de cadres inférieurs, les banques mènent une politique scandaleuse et antisociale depuis la fin des années quatre-vingts. Des milliers de personnes ont perdu leur emploi, parce qu'ils ne répondaient plus à l'image de l'employé de banque moderne, qui doit

maîtriser parfaitement l'informatique, pouvoir changer rapidement de fonction et combiner sans problème le commercial et l'administratif. Ce remplacement du personnel est en cours dans toutes les banques et les nouveaux venus touchent des salaires plus bas dans toutes les catégories. Pour ceux-ci, nos barèmes élevés ne sont pas d'application. Avec la pression du chômage, les jeunes qui accèdent à des postes supérieurs acceptent de bas salaires. Depuis la fin des années quatre-vingts, les banquiers ont également rejeté toutes les revendications avancées dans

le cadre des conventions collectives du secteur. Ils ont exercé un véritable chantage en menaçant de réduire l'emploi si le coût salarial augmentait. Des études comparatives démontrent que le salaire moyen dans le secteur bancaire est déjà inférieur à celui du secteur industriel (hormis les secteurs de la chimie, du pétrole et de l'électricité).

A l'égard de la clientèle, la même mentalité antisociale se manifeste. La petite clientèle n'est plus la bienvenue aux guichets des banques. Pour eux, les banques ont

développé des systèmes de self-service informatisés. D'autres banques déclarent purement et simplement que la gestion des comptes à vue ne sont pas leur spécialité et ils jettent le petit client à la porte. Mais si ce dernier vient à hériter ou à gagner au Lotto, l'accueil de la banque sera soudainement tout différent.

Regardez la reprise de la banque de luxe Nagelmackers par la CODEP, banque d'épargne liée au PS. La nouvelle direction vise la riche clientèle de Nagelmackers. Les clients ordinaires doivent désor-

mais faire de longs déplacements pour atteindre les quelques agences fusionnées qui subsistent.

En tant que syndicaliste, nous devons mener la lutte contre ces pratiques scandaleuses. Comment ?

En avançant nos revendications pour le secteur : la semaine des 32 heures sans perte de salaire et avec embauche compensatoire; une hausse salariale pour le personnel ordinaire; le rejet des mesures de flexibilité; obtenir le temps nécessaire pour offrir un service sérieux et sans discrimination à tous les clients.



Comme l'indique cette pancarte brandie lors de la manif contre le plan global, le chemin du blanchiment de l'argent passe par le Luxembourg. Aujourd'hui, tous les syndicalistes en ont la preuve

«Pas d'erreur dans vos impôts»

Témoignages des maisons médicales du PTB

Riet Verspreet, assistante sociale de la maison médicale de Zelzate. Alors que les milliardaires ont la possibilité de déduire des centaines de millions de leurs impôts, la pression fiscale ne cesse d'augmenter pour les travailleurs. Chaque semaine, des gens viennent à la maison médicale avec leur feuille d'impôt, simplement parce qu'ils n'arrivent pas à croire que le montant à payer est correct. Au début, je pensais moi-même qu'il s'agissait d'erreurs dans les calculs. Maintenant je sais qu'il n'en est rien. A l'aide d'un programme informatique, il est aisé de le vérifier.

30 % d'impôts malgré un bas revenu

La non-indexation des barèmes fiscaux nous coûte en effet plus qu'un saut d'index. L'impôt de crise et la cotisation spéciale pour la Sécurité sociale pèsent lourd également. Quelques exemples rencontrés. Peter et Linda travaillent tous les deux. Peter à temps plein, Linda à temps partiel. Ils ont deux enfants

«à charge», comme on dit dans le jargon fiscal. Leur revenu global imposable s'élevait en 1994 à 891.651 F. Là-dessus ils paient exactement 185.872 F d'impôts, dont 165.069 F d'impôt ordinaire, 4.953 F d'impôt de crise, 6.750 F de cotisation spéciale pour la Sécurité sociale et encore 9.080 F d'impôt communal (taux d'imposition de 5,5%, ce qui est relativement bas).

Pour un ménage à deux salaires, il s'agit d'un revenu plutôt bas. Les couples qui travaillent à deux paient en moyenne 30% de leur revenus en impôts.

«18.000 F d'impôts pour un revenu de 283.000 F»

Henri et Irma sont vraiment indignés par la fraude de la Kredietbank. Henri était fonctionnaire et touche à présent une pension de 41.000 F. Irma a travaillé dans le textile et le carton. Elle souffre d'une bronchite chronique à cause de la poussière. Elle touche une pension de 24.000 F.

Ils sont encore sidérés par les 115.300 F d'impôts qu'ils doivent payer en plus de qu'on leur a déjà retenu à la source.

Ludo Fonteyne, médecin de la maison médicale d'Hoboken, rapporte le témoignage de Maria, une pensionnée de 65 ans du quartier ouvrier anversois Het Kiel : «Cela me rend furieuse d'apprendre que ces sales richards éludent des centaines de millions d'impôts. Surtout en regardant la feuille d'impôt que j'ai reçue en juin dernier. En 1994, j'ai touché une pension de 105.794 F plus 178.040 F de rentes alimentaires, ce qui fait 283.834 F au total. Y étaient encore ajoutés 16.300 F d'arriérés imposables. Sur ce maigre revenu, je dois payer un impôt de 18.065 F. Le comble, c'est qu'on me retient un complément de 488 F d'impôt de crise ! Moi qui dois nouer les bouts avec 22.000 F nets par mois, je dois donc aider à résoudre la crise, alors que les gros lards comme Dehaene et Cie blanchissent 30 milliards (30.000 millions) d'argent noir au Luxembourg.»

Investissez de manière «éthique»

Luc Vinckier

Les lecteurs de Solidaire ne sont pas des gens riches, ils ne font pas partie des clients de la KB-Luxembourg. Mais il y en a néanmoins qui se sont constitué un magot et qui le placent malgré eux à la banque. Suite aux nouvelles révélations au sujet des pratiques criminelles des banques, ils seront encore plus motivés de placer leur épargne de manière éthique et sociale.

A Charleroi, des ouvriers aident bénévolement de toutes leurs forces à l'installation d'un secrétariat du PTB et à une salle polyvalente. «La Braise» doit

ouvrir ses portes cet automne. A Liège, on vient de discuter avec l'architecte des plans pour la rénovation d'un bâtiment de la rue Mathieu Laensberg. On y installera un secrétariat du parti et une salle «Sébastien La Ruelle». Pour les deux projets, on a besoin de dix millions et de beaucoup de volontaires afin réaliser les travaux le moins cher possible.

On a déjà récolté plus de deux millions sous la forme de dons ou de prêts à bon marché (maximum 5% d'intérêts). Au lieu de placer votre argent à la banque, investissez-le dans un projet du PTB. Les maisons médicales se développent. Après l'ouverture de celle de

Marcinelle le 8 juin, une nouvelle maison ouvrira ses portes en décembre à Gand. La onzième. Les maisons de Genk, Hoboken et Deurne s'agrandissent ou sont réaménagées. En tout, il s'agit d'investissements pour 11 millions de F.

Vous pouvez effectuer un versement sur le compte 001-2455676-03 de l'asbl Médecine pour le Peuple (compte national), Groenplein 19, 9060 Zelzate. Mentionnez en communication : «Fonds de projets». Les montants de plus de 1.000 F sont fiscalement déductibles. Pour les prêts, demandez d'abord de pouvoir consulter le dossier des projet s..

«Les chômeurs dénoncés, pas les banquiers !»

Lieven D'Herteveld, employée, Bruxelles. «Ce qui me choque le plus dans le scandale de la KB, c'est le caractère de classe de la justice. L'enquête en cours n'a été lancée que parce que la justice de Bruxelles est tombée sur une affaire de blanchiment d'argent de la drogue, ressortant des documents de la KB. Dès lors, elle s'est vue obligée d'y donner suite. Auparavant, la justice avait pris toutes les dispositions pour étouffer l'affaire. Dans le journal *De Morgen* du 7 août, j'ai lu que l'avocat d'un des employés de la KB qui ont révélé l'affaire avait été mal reçu par la justice de Bruxelles. Pire encore, ce n'est pas la direction de la KB qu'on accusait, mais son client, parce que celui-ci avait violé le secret professionnel. On a aussi préve-

nu l'avocat qu'il pourrait avoir des difficultés avec le barreau et il a retiré la plainte.

Quelle différence, quand on compare l'attitude de la justice dans cette affaire et les réactions du pouvoir judiciaire ou de l'Onem lorsqu'il s'agit de plaintes contre de simples gens... Le jour où le scandale de la KB a éclaté, on apprenait que l'Onem examine toutes les plaintes, même anonymes, en matière de «fraude sociale».

Une plainte sur mille conduisant à une condamnation, seuls quelques millions peuvent finalement être récupérés dans ce secteur. Mais lorsque des personnes dénoncent des banquiers complices d'une fraude de 30 milliards, ils subissent des intimidations de la part de la justice !»

«Ces fraudeurs dictent la politique des écoles !»

Annemie Mels, enseignante, Hoboken : «Dans le numéro spécial de Solidaire sur l'enseignement (n° 23/96), il était écrit : «La Kredietbank décide, Van den Bossche (ministre flamand de l'enseignement) exécute». On y démontrait que la politique de l'enseignement répond entièrement aux revendications de cette banque. C'est évidemment à cela que j'ai pensé, lorsque j'ai appris que la KB a aidé à blanchir l'argent de 300 entreprises et familles riches ! C'est précisément cette banque qui considère que l'enseignement en Belgique coûte trop cher et qu'il faut réduire ses dépenses de 54 milliards, entre autres en réduisant le personnel enseignant de 19 %. C'est ce que la Kredietbank défendait dans un article de son bulletin KB-

Weekberichten (n°11-12, 1994). La KB proposait notamment d'allonger le temps de travail des enseignants et d'augmenter de 15 % le nombre d'élèves par classe dans les quatre dernières années du secondaire. La KB se demandait également s'il fallait maintenir la gratuité de l'enseignement et répondait par la négative, certainement pour le niveau supérieur. La Kredietbank défend aussi le système allemand, où 20 % seulement des jeunes suivent un enseignement général, les autres entrant en stage à partir de 15 ans. Après quoi, ils ne bénéficient plus que d'une ou deux journées d'enseignement (médiocre) par semaine. C'est scandaleux qu'un ministre qui se dit socialiste réponde aux souhaits de ceux qui fraudent des milliards.»

«Je perds la moitié de mon pécule de vacances !»

Gérard, cheminot, Bruxelles. «Malgré mes dix années de service à la SNCB, je ne touche que 19.695 F de pécule de vacances. J'ai analysé ma fiche de paie : en fait, mon pécule brut est de 39.929 F. L'Etat me retient d'abord 13 % en guise de cotisations sociales (5.219 F) comme à tous les agents du public. Puis on me retire le

précompte : 15.016 F.

Au total, 20.235 F de retrait, soit 50 % de mon pécule de vacances ! Mon épouse a de la chance : elle travaille aussi. Mais cette «chance», on nous la fait payer cher. Et pour nous, travailleurs, le Luxembourg, c'est juste intéressant pour faire le plein sur la route des vacances !»

Investir dans un projet PTB ou Médecine pour le Peuple

Pour renseignements et conseils, remettre ou renvoyer ce bon à une de nos adresses de contacts (voir à l'avant-dernière page de ce journal). Vous pouvez aussi nous contacter par téléphone. Quelqu'un passera vous présenter nos projets.

Nom et prénom :

Adresse :

Code Postal et commune :

Je désire plus de renseignements au sujet des dons ou des prêts pour les projets du PTB à Liège et Charleroi.

Je désire plus de renseignements au sujet du Fonds de Médecine pour le Peuple

EDITORIAL

La raison du PTB

Kris Merckx

Il arrive rarement que soit dévoilé un scandale qui donne si clairement raison au PTB. C'est le cas de celui de la Kredietbank.

Cette affaire nous révèle que notre pays compte un bon nombre de riches et qu'ils étouffent sous le fic. 233 détenteurs de compte belges — des entreprises et des familles riches — ont fait blanchir par la KB-Luxembourg 23 milliards d'argent noir, en moyenne 100 millions chacun. Mais il ne s'agit que de la partie visible de l'iceberg. Les dossiers de la KB ne contiennent qu'un échantillon, une photo instatannée d'un nombre restreint de clients sur une période de un à deux ans. Ensuite, toutes les grandes banques belges ont des filiales au Luxembourg et proposent à leurs clients des constructions fiscales comparables. L'affaire de la KB concerne surtout des entreprises moyennes. Si on invente déjà pour elles des montages fiscaux aussi compliqués, on peut s'imaginer ce que les multinationales peuvent faire. Leurs filiales fiscales, souvent situées en Suisse ou sur des îles dans la Manche (Jersey, Guernsey, Man) ou dans l'Océan Pacifique (Bahamas, Bermuda, îles Caïman) sont encore plus difficiles à saisir. La fraude des riches est une affaire de centaines de milliards.

A la lumière de ces chiffres, il est honteux que Dehaene en Di Rupo continuent à prendre l'argent chez les salariés, les chômeurs, les pensionnés et les malades. Le scandale de la KB livre l'unique et juste piste budgétaire : le gouvernement doit chercher l'argent exclusivement auprès des fraudeurs, des banques, des grandes entreprises et des grosses fortunes. La fraude KB illustre la justesse de l'alternative budgétaire du PTB. Outre l'exigence d'un impôt sur la fortune et des impôts plus élevés sur les bénéfices, elle exige également la suppression du secret bancaire, l'expropriation des banques et leur transformation en une seule banque publique centrale. C'est l'unique moyen pour mettre fin aux opérations de fraude des banques.

Le scandale de la KB nous montre le capitalisme dans toute sa criminalité et sa décadence. Le comble est que les grandes capitalistes, coupables de pratiques fiscales maffieuses, dictent aussi toute la politique. C'est la Kredietbank qui a proposé de diminuer le nombre d'enseignants de 19 pour cent. C'est son président, Jan Huyghebaert, qui veut jeter 1.270 Sabéniens sur le pavé. C'était l'ancien ministre CVP, Leo Delcroix, dont la famille figure en tête des fraudeurs de la KB, qui a exigé qu'on sanctionne plus sévèrement la "fraude sociale" chez les chômeurs ! Aussi longtemps que ce système capitaliste pourri subsistera, le travail et le bien-être ne seront jamais assurés pour les travailleurs. Il n'y a que le socialisme qui peut les leur procurer.

Le plan patronal "Horizon 1998" a abasourdi les syndicalistes et travailleurs de la Sabena. Le patron Reutlinger impose 4,7 milliards d'économies, dont 2 au personnel.

La Sabena doit retourner au secteur public

Le plan patronal "Horizon 1998" a abasourdi les syndicalistes et travailleurs de la Sabena. Le patron Reutlinger impose 4,7 milliards d'économies, dont 2 au personnel.

Gertrude Bongaerts, Baudouin Deckers

Reutlinger parle d'une "solution d'économies en forme de triangle" : 1.270 licenciements, ou bien une diminution des revenus de 12 %, ou bien une augmentation de la flexibilité pour le même montant. Aujourd'hui, le triangle devient plus concret. La Sabena comporte cinq grandes sections : les opérations de l'air (les vols), la Technique (réparations), le transport de marchandises (Cargo), le service restauration (Catering) et les services au sol (Handling). "Horizon 1998" impose des sacrifices pour une somme immense. Mais il divise aussi les travailleurs des différentes sections. Ainsi, il envisage une modération entre 8 % pour les pilotes jusqu'à 45 % pour le Cargo. Il y a un an, Swissair a repris la moitié des actions de la Sabena. Aujourd'hui, Reutlinger propose le transfert à Swissair de la restauration, du Cargo et du Handling. Dans le Technique, la division d'entretien des avions Airbus doit fermer. 244 ouvriers et employés devraient être transférés. Pour 80 d'entre eux, le transfert est impossible. Ils seront licenciés ou devront partir "volontairement". Cet éclatement et la vente de divisions signifie le démantèlement de la Sabena et le coup mortel à la grande force soudée des travailleurs et des syndicats. Elle enlève aux travailleurs toute perspective dans leur emploi et leur statut.

Les syndicats rejettent le plan

Les organisations syndicales de la Sabena (CGSP-FGTB, CGSLB, CCSP-CSC et CMB-FGTB) expriment dans une déclaration commune leur opposition au Plan Reutlinger. Le journal boursier *L'Echo* y voit un "langage musclé" et s'alarme : « Cette déclaration ne varie pas d'un iota de la position intersyndicale exprimée en mai 1995 après l'annonce du plan Godfroid ». En raison de l'avertissement à la direction, le journal relève « que le personnel de la Sabena se dit prêt à agir unanimement comme lors des actions de grèves de décembre



Le nouveau patron Paul Reutlinger prévoit 4,7 milliards d'économies, dont 2 milliards affectent directement le personnel. Il va plus loin que le "Business Plan" de Godfroid, l'ancien patron de la Sabena. Un nouveau mouvement de lutte est donc nécessaire.

1995 et février 1996». (1) Les syndicats rejettent toute diminution de salaire, l'allongement de la durée du temps de travail, des contrats de travail incertains, une flexibilité sans limites, ils veulent garder toutes les divisions à la Sabena. Ils critiquent la dérégulation et la libéralisation dans le secteur. La libéralisation du handling à partir de 1998 «risque également d'avoir comme conséquence une spirale sociale vers le bas».

La nationalisation est la seule issue

Les syndicats dénoncent à juste titre la « concurrence meurtrière dans l'aviation civile » et regrettent l'attitude de l'autorité « qui en tant qu'actionnaire principal, et sous prétexte de l'UE, refuse de mettre les moyens nécessaires à la disposition de la Sabena », afin d'affronter la concurrence sur un pied d'égalité. (1) La réalité est pire. C'est l'Etat qui privatise les entreprises publiques, dont la Sabena. La force motrice en est le Parti Socialiste et en particulier le ministre des communications, Elio Di Rupo. Le "socialiste" Van Miert veille au niveau européen, à ce que la libre concurrence permette aux grands patrons d'écraser les petits. Les privatisations servent à procurer aux capitalistes de nouvelles sources de bénéfices. Si elles semblent inévitables à certains responsables syndicaux, c'est qu'ils subissent l'influence néfaste de ce PS. Les syndicats de la Sabena ont raison de réclamer l'intervention de l'Etat. Mais dans quel sens ? Investir pour améliorer la position concurrentielle de

Sabena privatisée ? Donc garantir des bénéfices élevés aux grands capitalistes, sur le dos des contribuables. Non, l'Etat doit obliger le grand capital à étaler les milliards nécessaires au maintien de l'emploi, des salaires, des conditions de travail des Sabéniens. Les révélations sur la Kredietbank prouvent que ces capitalistes accumulent les milliards nécessaires au maintien de la Sabena. Le capitalisme est basé sur la propriété privée des moyens de production, de distribution et de communication. La privatisation de la Sabena montre dans quelle spirale le capitalisme entraîne les travailleurs. Leur exploitation augmente chaque jour. Nationaliser la Sabena signifie mettre un terme à cette chasse au profit maximal. La Sabena (re-)nationalisée pourra ainsi économiser d'immenses sommes. Le service

au public pourra l'emporter sur la seule recherche du profit maximal des actionnaires. La concurrence n'est pas seulement meurtrière dans l'aviation, elle l'est dans l'ensemble du capitalisme. Le capitalisme, c'est la guerre des capitalistes entre eux et leur guerre commune contre tous les travailleurs d'ici et du tiers monde. Leur recherche du profit maximal les pousse à des guerres de conquête de marchés et de débouchés. Elle les pousse à museler la résistance ouvrière par des mesures fascistes. Seule la révolution socialiste pourra libérer la classe ouvrière de l'exploitation et de l'oppression capitalistes. Afin de travailler dans cette perspective, les travailleurs et syndicalistes conscients doivent rejoindre le PTB.

1. L'Echo 8 août 1996.

Que Jan Huyghebaert et ses amis paient !

Jan Huyghebaert est président du conseil d'administration de Sabena. Il est aussi président de la Kredietbank (KB) Luxembourg et du holding Almanij qui contrôle les Kredietbank belge et luxembourgeoise. Il figure en tête des trois cents dossiers de clients fraudeurs de la KB sur lesquels la justice enquête. Il fait partie de ceux qui possèdent des milliards et fraudent ces milliards au fisc belge. Et cet homme vient réclamer 4,7 milliards aux travailleurs de Sabena !

Que lui et les autres actionnaires paient ! N'a-t-il pas déclaré après sa nomination à la Sabena : « Il est question de sacrifices qui pèsent lourd. Si on me dit qu'on m'enlève 12.000 francs par an, c'est même négligeable. Mais pour quelqu'un qui a 50.000 francs par mois, 12.000 francs, c'est autre chose. Il faut le demander avec respect et avec une perspective. Ce sera dur : il n'y a pas de plan d'assainissement sans sacrifices. » (La Libre Belgique 6 mars 1996.)

Marins en colère

«Les armateurs ont des pratiques de gansters !»

Les armateurs, patrons maritimes, ont abrogé unilatéralement certaines conventions le 1er juillet. Leur objectif : engager des marins des pays de l'Est et du tiers monde dont les salaires sont beaucoup plus bas.

Frans Van Belle

Les armateurs ont rompu le protocole qui stipule que les navires doivent compter au moins dix membres d'équipage provenant du pool des marins. Les 650 chômeurs de ce pool ont peu de chance de trouver un autre emploi. Dès le 1er octobre, ils perdront le supplément de près de 5.000 F qui leur est accordé en plus de l'allocation de chômage. Les marins en colère refusent de perdre leur salaire, leur statut et leur emploi. Nous les avons rencontrés à Ostende en action devant le siège de la FGFB-transport.

Victor. Les armateurs veulent économiser jusqu'au dernier franc sur les salaires. Ils ont commencé par réduire les équipages. Aujourd'hui, ils embauchent des Zaïrois, des Philippins et des Polonais à des salaires réduits. Nous qui touchons un salaire normal, nous nous retrouvons sur le quai.



«Prends les poubelles en photo, c'est là que les armateurs veulent nous jeter !» dit une hôtesse. Les marins (ici devant le bâtiment de la FGFB) veulent mener des actions plus dures.

Xavier. Nos salaires ne représentent qu'une fraction des coûts d'un navire. La consommation en carburants s'élève à des centaines de milliers de francs par jour, sans compter les amortissements, les primes d'assurance... Malgré les milliards de bénéficiaires, la Compagnie maritime belge (CMB) comprime les salaires et refuse de nous embaucher.

Pol. Le gouvernement a accordé des centaines de millions de subsides en demandant aux armateurs de créer de l'emploi. Résultat ? Aucun emploi n'a été créé et les armateurs annulent

notre convention. Entre-temps, les groupes Leysen (Ahlers), Saverys (CMB) et Svi Rosenfelt (ABC) se remplissent les poches.

Elza. Je travaille sur le gazier Methania qui navigue pour Distrigas. Les 28 membres d'équipage appartiennent tous au pool d'Anvers. Nous devons suivre des cours et passer des examens à l'école supérieure de la marine, pour des raisons de sécurité. Mais les marins philippins nous ont dit qu'ils n'ont suivi aucune formation pour obtenir leur licence.

Roger. Les armateurs placent

les officiers devant le choix : être licenciés ou... donner eux-mêmes leur démission avant d'être réengagés sous un pavillon bon marché. Ils perdent parfois le tiers de leur salaire et doivent payer eux-même leur Sécurité sociale. Ce sont de véritables pratiques de gansters.

Lena. Nous voulons des actions dures avec occupation de bateaux.

Piet. Nous pourrions changer les choses en menant des actions communes des marins, des dockers et des pilotes !

Les victimes du Bois du Cazier enterrées une seconde fois ?

Un show médiatico-socialiste révoltant

Geert Goderis

Douze mille personnes ont assisté à un "Son et Lumière" organisé par l'administration communale de Charleroi, le 7 août, à la mémoire de la catastrophe du Bois du Cazier. C'était une réalisation scandaleuse.

Les spectateurs ont eu droit à une version à l'eau-de-rose de "l'homme qui tire le charbon des entrailles de la terre". Au lieu de la reconnaissance de la souffrance des familles et du respect dû aux mineurs, on a eu droit à une sorte de danse du feu, comme s'il s'agissait d'une fête ! La catastrophe a été évoquée mais sans un mot de l'exploitation révoltante et de l'insécurité provoquée par la soif de profit de la bourgeoisie belge d'après-guerre. Aucun respect pour la souffrance des familles et le sort des mineurs. Même show lors de l'hommage



Lors de "l'hommage" rendu par Fabiola et les autorités, les familles ont été maintenues à l'écart. Elles ont même dû attendre hors du cimetière.

de Fabiola et des notables, le lendemain. Les membres des familles ont dû attendre hors du cimetière, une gerbe de fleurs à la main.

Les mineurs et leurs familles que nous avons rencontrés affichaient des sentiments mé-

langés. Ils étaient sensibles à l'attention— «Après tant d'années, il se passe enfin quelque chose» —, mais aussi en colère parce que «toute cette cérémonie ressemble à un cirque». «Pourquoi ne montre-t-on pas l'enfer qu'ont vécu tous ceux

qui travaillaient dans le fond durant des années ?»

Des fascistes italiens et belges à la commémoration !

La Centrale Générale FGFB et le PTB ont protesté auprès de l'administration communale socialiste contre l'annonce de la présence des partis fascistes FN et PCN aux cérémonies. Celle-ci s'est dite "ennuyée", mais n'a pris aucune mesure pour les écarter. Parmi les invités italiens, figurait Marco Tremaglia de l'Allianza Nazionale fasciste. (2) Ce n'est pas un hasard pour une commémoration qui écarte systématiquement toute idée de lutte de classe. (Voir aussi articles p.7)

2. Liberazione, journal de Rifondazione Comunista, 7 août 1996

EN BREF

Tu n'habite pas ici ? Pas de subsides !

Aurore Ros a neuf ans. Elle est francophone, mais habite à Machelen, dans le Brabant flamand. Elle est handicapée à 66 %. Elle peut à peine parler et a un retard moteur important. Chaque jour pendant deux heures, elle a besoins d'une rééducation logopédique et ergothérapeutique.

L'an dernier encore, la Communauté française accordait des subsides aux institutions qui accueillent des handicapés. Ce n'est plus vraiment le cas. Les institutions reçoivent seulement des subsides pour les handicapés qui habitent dans une région francophone.

«Que devons-nous faire, se demandent les parents désespérés. Si nous gardons Aurore avec nous, cela nous coûte 2.500 F par jour en soins de santé. Une telle somme, c'est impossible à payer. Devons-nous déménager ? Ce n'est pas possible : notre maison n'est pas totalement payée. Et nous ne pouvons confier Aurore à une institution flamande, car il n'existe pas encore d'installation spécifique à son handicap en Flandre.» (Belang van Limburg, 3 août 1996)

La discrimination incroyable qui prévaut à la Communauté française est aussi en vigueur en Flandre. Les handicapés qui vivent en région francophone et qui sont accueillis dans une institution flamande, ne reçoivent pas non plus de subsides. On ne peut trouver de meilleure illustration de l'absurdité du fédéralisme.

Les clients flamands de la KB fraudent... en français !

De Morgen a publié le 9 août un document transmis anonymement à sa rédaction. Celui-ci montre schématiquement une construction fiscale de blanchiment d'argent pour le holding Burifyn autour de la famille flamande Lannoy de Courtrai.

La famille a ses affaires bien ancrées en Flandre. L'administrateur de Buryfin, Werner Lannoy, est aussi administrateur des Sociétés "Katholieke Vlaamse Werken", "Vlaams Huis" et "Wikings Sportal". Tous ces noms résonnent comme une musique dans les cercles nationalistes flamands. Pourtant le document qui prouve cette opération de blanchiment est rédigé... en français. D'habitude, les associations nationalistes protestent vivement contre le moindre document édité en français. Mais dans ce cas, ils restent discrets.

Cet exemple montre bien que tous les discours sur "l'identité" et la langue flamande, sur "l'impérialisme francophone", etc., servent seulement à monter les travailleurs les uns contre les autres. Même la bourgeoisie flamande sait se montrer polyglotte et internationaliste pour fructifier ses affaires louches.

Bénéfices de la privatisation : 1,3 milliard

Le holding anversois Ackermans & Van Haaren a réalisé une bonne affaire lors de la privatisation de la Société Nationale d'Investissement (SNI).

Dans son bilan sur l'année en cours 1996, le holding peut inscrire une plus-value de 1,350 milliards de francs suite à ce qu'il appelle une "redistribution des participations" de la SNI (en fait la privatisation). (De Morgen, 31 juillet)

Qu'est-ce qu'on dit ? Merci PS, merci PSC !

Les chômeurs devront-ils s'abstenir de téléphoner ?

Hausse des tarifs : conséquence directe de la privatisation de Belgacom

«Hourra, voilà les nouveaux tarifs !» C'était le ton de la lettre personnelle adressée par John J. Goossens, le patron de Belgacom, à tous les abonnés, début juin. Les grandes entreprises peuvent se réjouir. Les abonnés ordinaires, eux, ne jubilent pas.

Jan Van Goitsenhoven

La redevance d'abonnement augmente de 97 F par mois. L'appel au service des renseignements coûtera désormais 30,25 F au lieu de 6 F. Un renseignement pour le service international coûtera 48,50 F. Il y a aussi des diminutions de tarifs... mais elles concernent les communications internationales. L'abonné ordinaire paie donc la facture des grands avantages qu'obtiennent les banques et les grandes entreprises.

A la RTT, les grands payaient pour les petits. Maintenant, c'est l'inverse

Cette modification des tarifs a été préparée par le fameux plan Turbo, qui scinde l'entreprise en trois parties. Un premier groupe s'occupe des tout gros clients, les banques et les grandes entreprises (Corporate).

Un deuxième groupe vise les petites et moyennes entreprises et les professions libérales (Business). Le reste comprend les clients ordinaires (les résidentiels). Les deux premiers groupes rapportent des bénéfices. Du temps de la RTT, entreprise publique, une partie des recettes des deux premiers groupes était utilisée pour maintenir un tarif relativement bas pour les petits utilisateurs. Cette «subsidiation croisée» est dorénavant interdite par la Commission européenne, parce qu'elle constituerait une falsification de la concurrence. Sur base de

cet argument, de plus en plus d'entreprises publiques passent aux mains du privé. C'est aussi le cas de Belgacom.

«Je ne peux plus payer ma facture...»

Jean travaille dans l'un des services de plainte de Belgacom. Il explique comment ces changements frappent déjà les clients ordinaires. «Le client est plus important selon qu'il a plus ou moins de fric. Les petits abonnés submergent les Téléboutiques de questions et de plaintes. Déjà avant l'augmentation des tarifs, beaucoup éprouvaient du mal à payer leur facture dans les délais. Tous les services téléphoniques sont continuellement confrontés avec des demandes de délai de paiement. Bientôt, les chômeurs n'auront plus les moyens de se payer un téléphone.»

Di Rupo : dommage, mais il n'y a pas d'autre issue

Le socialiste Elio Di Rupo, ministre des Télécommunications, «regrette les augmentations des tarifs mais il les comprend». Lui-même a été le grand défenseur de la «consolidation stratégique» de Belgacom. L'entreprise a été vendue aux holdings capitalistes et doit dorénavant tourner dans le chaos organisé du capitalisme sauvage. Nous nous trouvons devant une évolution technique prodigieuse, mais une grande partie de la population n'y aura pas accès.



Ware oorlogstaal van topmanager Goossens. Nu Belgacom privé is en onderhevig aan de concurrentie, krijgen de grote bedrijven het ene cadeau na het andere. De kleine gebruiker ziet zijn factuur de hoogte ingaan.

Mais Di Rupo a trouvé une solution : le «service universel». Une sorte de fonds, dans lequel chaque entreprise de télécommunication devrait verser une certaine somme, une fois que le marché sera entièrement libre. Cela permettrait de maintenir des prix plus ou moins abordables pour les petits consommateurs. Mais ce fonds n'existe pas encore. En outre, pour des entreprises privées, il est plus avantageux d'exclure du marché ces couches de la population qui ne génèrent

pas de profits. En réalité, il y a une solution bien meilleure : renationaliser Belgacom et lui donner la mission de garantir à toute la population un service payable et efficace. Au parti socialiste, aucune voix ne s'élève pour défendre cette solution. Tous défendent les intérêts des grandes entreprises. Selon le patron de la section Corporate, Tony Mary, «Il faut améliorer le rendement et l'efficacité du personnel. Grâce à la diversification croissante, cela ne devrait pas nécessairement con-

duire à un drame social. Le service Corporate (clients riches, ndr) a un besoin urgent de personnel. (...) Je ne doute pas de l'avenir de Belgacom et de la clientèle de l'entreprise. Mais cela implique que nous rompons avec le passé.» (1)

«Ceux qui ne pourront pas s'adapter seront licenciés de manière humaine.»

Le personnel, quant à lui, s'inquiète de l'avenir. Un travailleur nous explique : «Pour le moment, c'est la panique dans de nombreux services. Tout le monde demande sa mutation vers un service dont on pense qu'il ne sera pas fermé». Dans l'entreprise, un nouveau plan est en préparation, le «People Teams and Skill». Il s'agit sans aucun doute de licenciements et de flexibilité complète pour le personnel, accompagnés d'un service plus cher et plus mauvais pour l'utilisateur ordinaire.

Le speech de John J. Goossens pendant les fêtes du personnel annonçait déjà la couleur : «Il ne faut pas se demander ce que Belgacom peut faire pour vous, mais bien ce que vous pouvez faire pour Belgacom. Ceux qui ne pourront pas s'adapter seront licenciés de manière humaine.»

Les cheminots français ont fait grève avec succès, l'an dernier, contre ce genre de mesures de privatisation. A la Fête du 1er Mai du PTB, deux délégués de Marseille ont expliqué les actions que leur syndicat a menées en direction du public. «La population soutenait nos revendications. Lorsque les syndicats engagent la confrontation pour empêcher la privatisation, ils sont plus forts, la population nous soutient.»

1. Financieel Economische Tijd, 6 août 1996.

La poste britannique en grève

Le gouvernement supprime temporairement le monopole de la Royal Mail

Gertrude Bongaerts

Du 6 août au 2 septembre, les postiers britanniques seront en grève pendant cinq fois 24 heures. Ils exigent la semaine de travail de cinq jours (au lieu des actuels six jours de six heures) et un abaissement du rythme de travail avec au moins une pause repas. Ils sont opposés à l'introduction du teamwork, dans lequel chaque équipe est responsable d'un travail déterminé et doit assurer elle-même le remplacement en cas de maladie ou de congé. Ce système augmenterait la charge de travail et

entraînerait la rivalité au sein de l'équipe et entre les équipes. Ils refusent également l'obligation pour les postiers de travailler 15 minutes de plus après leurs heures, sans être payé, s'il reste du courrier à trier.

Le gouvernement a décidé de lever le monopole de la distribution des lettres pour un mois, à partir du 6 août. Il veut ainsi briser la grève et relancer la lutte pour la privatisation. Aujourd'hui, la poste britannique est divisée en trois entités : Royal Mail (distribution), Post Office (bureaux de poste) et Parcel

Force (petits colis). Le gouvernement avait abandonné l'idée d'une vente distincte du service des petits colis (définitaire) parce qu'il ne trouvait pas d'acheteurs.

Mais bientôt, les Conservateurs vont déposer leurs nouveaux plans de privatisation sur la table du gouvernement. Aussi bien le service des petits colis que les bureaux de poste iraient au privé. Ils veulent diviser la Royal Mail en onze entités régionales distinctes. Les entreprises privées pourraient acquérir une concession de quinze ans pour telle ou telle région. Et elles détermineraient elles-mêmes le

tarif des lettres. Il se pourrait qu'un service national exerce une supervision. Selon le plan, la productivité augmentera de manière telle que ce service pourrait fixer un tarif maximum national inférieur de cinq «pence» au tarif standard actuel pour une lettre. Mais les entreprises privées régionales voudront naturellement encore descendre en dessous de ce tarif, avec toute l'exploitation qu'on imagine pour les postiers.

Le Parti travailliste, qui dans le passé a condamné la grève des conducteurs du métro londonien,

n'a encore formulé aucun commentaire sur les grèves à la poste. Son président, Tony Blair, veut que le parti emporte les prochaines élections législatives et doit donc le rendre de plus en plus acceptable aux yeux de la bourgeoisie. En coulisses, il prépare pour les grèves du secteur public, un système d'arbitrage obligatoire par le tribunal, qui peut interdire immédiatement les grèves.

Sources : The Guardian, 19 juillet 1996 et 6 août 1996; Fight racism, fight imperialism !, août 96.

L'exploitation des mineurs écartée des commémorations

Trafic de main-d'oeuvre au Bois du Cazier comme dans toutes les mines belges

262 mineurs ont été tués par la soif de profit capitaliste à Marcinelle, le 8 août 1956. Le bourgmestre PS de Charleroi entend évacuer cette vérité de la mémoire collective...

Geert Goderis

Les cérémonies marquant le quarantième anniversaire de la catastrophe du Bois du Cazier ont soigneusement escamoté la responsabilité du propriétaire, le riche groupe "Amercoeur" et du gouvernement. Pour eux, une vie humaine ne comptait pas. Pas question de faire du Bois du Cazier un symbole de la misère ouvrière et de l'exploitation patronale. Après la catastrophe, dit le

spectacle "Son et Lumière" organisé le 7 août par l'administration communale de Charleroi (PS), «l'homme aveugle dit son incompréhension et voit qu'il faut faire quelque chose en matière de sécurité». Mais, avant l'incendie, des rapports avaient dénoncé l'absence totale de sécurité. Tous furent pourtant écartés : les investissements coûtaient trop cher. Seule la peur de la colère populaire, ici comme en Italie, a fait bouger le gouvernement.

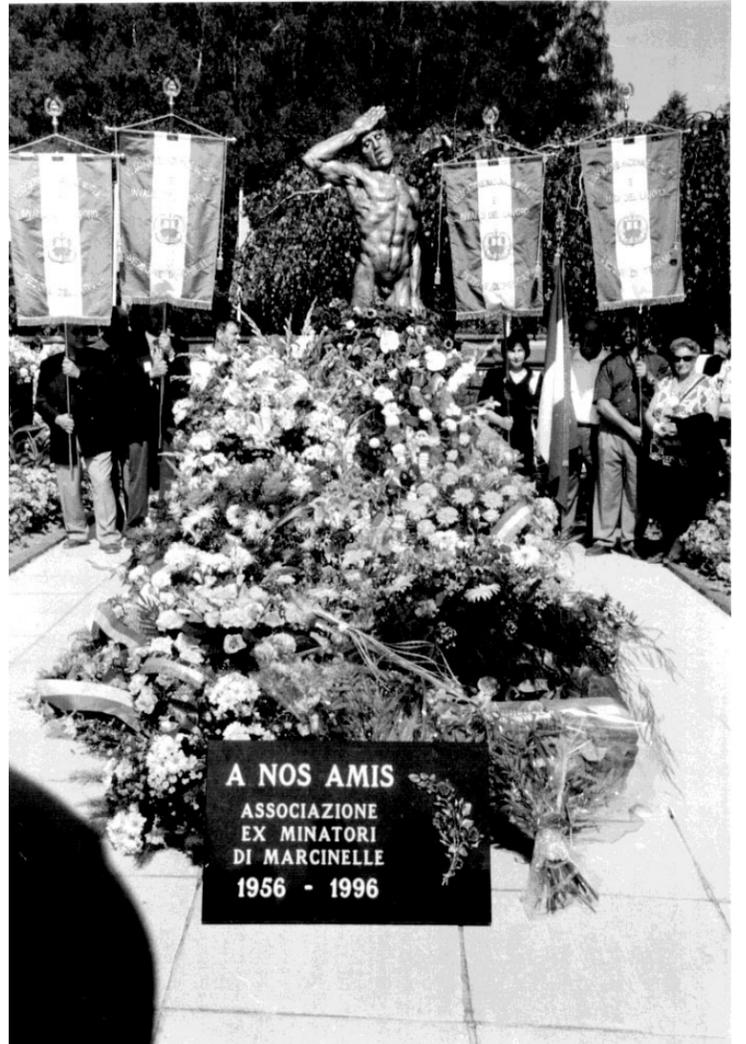
La catastrophe du Bois du Cazier a aussi mis en lumière le scandaleux trafic par lequel cinquante mille immigrés italiens furent amenés en Belgique en échange de charbon. «Les personnes les plus âgées, qui ont quitté leur village pour venir travailler dans les mines de Wallonie, ont incarné dès 1946 la figure du "citoyen européen", alors que cela n'impliquait que des sacrifices. Ces Italiens sont de plein droit des pionniers de la construction européenne», dit une brochure de l'administration communale.

Logés dans des baraques pour prisonniers

Mais le gouvernement préfère cacher que ces immigrés italiens, tout comme les générations de Turcs ou Marocains qui ont suivi, ont été exploités de façon inhumaine. Qu'ils étaient logés dans des baraques dégoûtantes, où l'occupant allemand avait enfermé les prisonniers russes. Qu'en 1956, dix ans après la signature de l'accord belgo-italien, 1939 de ces baraques étaient encore habitées. Que par contrat, ils n'avaient aucun droit syndical. Que le gouvernement — socialistes compris — réprimait la résistance des immigrés en les expulsant. Et quarante ans plus tard, on leur décerne le titre de "pionniers de l'Europe" !

10.000 signatures pour sauver la mine

Lorsque la mine a fermé, les autorités ont laissé pourrir les bâtiments. Pendant quarante ans, la population a tenté de maintenir



Cinquante mille immigrés italiens ont été amenés en Belgique en échange de charbon. Sans droits syndicaux, entassés dans des baraques insalubres, ils étaient expulsés s'ils tentaient de résister. 136 d'entre eux périrent dans la catastrophe.

le site en souvenir des mineurs. Dans les années 80, une demande de classement a été rejetée par le bourgmestre PS Van Cauwenbergh. Il a fallu une campagne de dix mille pétitions pour le faire plier.

Aujourd'hui, l'administration communale veut "noyer" le Bois du Cazier dans une vague "zone d'économie sociale d'avenir" avec les millions de subsides du projet européen *Objectif*.

Première : des mineurs de Charleroi à Aarschot

Cinquante anciens mineurs de Charleroi se sont rendus à Aarschot en juin pour fleurir la tombe de seize de leurs camarades flamands morts au charbonnage du Bois du Cazier. Parmi les 95 Belges qui ont péri dans la catastrophe, 24 étaient flamands. Ils faisaient partie de ces centaines d'ouvriers du nord du pays qui prenaient quotidiennement le train pour travailler dans les mines du Borinage et du Hainaut. Jamais encore un mineur n'était venu de Wallonie saluer leur mémoire. Poser cet acte aujourd'hui, c'est affirmer que les travailleurs de toutes les na-

tionalités et des deux parties du pays sont liés par le même sort et les mêmes intérêts. C'est aussi s'opposer à l'hystérie nationaliste organisée par tous les partis bourgeois en Belgique pour diviser les travailleurs. Les anciens mineurs de Marcinelle nous donnent une fameuse leçon d'internationalisme.

Des mineurs du Limbourg et le chœur des mineurs limbourgeois étaient également présents lors des commémorations à Marcinelle. Deux mineurs du Limbourg (photo) ont déposé une gerbe au nom du Parti du Travail de Belgique. (L.C.)

Hommage à Gastone Lodolo, mineur et syndicaliste

Dans les années 50, les jeunes communistes italiens s'organisent clandestinement

Scandalisé par le manque de respect pour les souffrances des mineurs du Bois du Cazier et de l'immigration italienne après-guerre, Roger Nicolas, ancien membre du Parti Communiste de Belgique, nous a remis la lettre suivante.

«Un beau jour du début des années 50, un jeune mineur italien courageux a osé protester et prendre la défense de ses camarades italiens, belges, polonais, grecs ou autres. Gastone Lodolo était originaire d'Udine, petite ville de 50.000 habitants du Frioul (nord de l'Italie). Il est venu chez nous avec sa femme et ses deux enfants. Il habitait dans une petite maison fort délabrée, dans une cour de la rue Tienne St. Gilles. Il y faisait très froid l'hiver et ses enfants tom-

baient souvent malades. Son mobilier se composait d'une table, de quelques chaises et d'une trop petite armoire branlante. L'humidité suintait de partout. Son épouse Marina dépensait pourtant des trésors d'ingéniosité pour maintenir sa maison et ses enfants dans un état impeccable. Gastone Lodolo et son épouse furent bientôt connus des jeunes membres de la Jeunesse Communiste de Marcinelle, qui, à l'époque, s'appelaient Jeunesse Populaire de Belgique. Nous sommes devenus amis et Marina mettait un point d'honneur de nous inviter à partager son maigre repas. Nous y avons mangé pour la première fois de la polenta. Avec notre aide, Gaston et son épouse ont mis sur pied une cellule de jeunes mineurs communistes italiens. Cette cellule

était clandestine, car les ressortissants étrangers ne pouvaient s'organiser. Les réunions se tenaient chez Jamila, une amie algérienne qui vivait seule dans une maison plus grande de la cour. Régulièrement, nous sortions un tract en italien et en français, distribué en coulisses dans les charbonnages.

Des petites fêtes étaient organisées : le Chianti et le Valpolicella coulaient à flots. Avec les mineurs italiens, nous avons appris à jouer de la mandoline et à danser la tarentelle.

On se retrouvait chaque samedi après la vente de "Noi Done", le journal des femmes communistes italiennes que nous recevions de Rome chaque semaine. Cela ne plaisait pas à tout le monde. Un jour un correspondant du Journal

de Charleroi nous dénonça comme perturbateurs, parce que nous avions organisé une soirée de cinéma en plein air à la rue Neuve à Marcinelle. De telles accusations ne pouvaient qu'attirer l'attention des autorités et c'est ainsi qu'un jour Gaston Lodolo a été dénoncé et sommé de quitter le territoire. Il n'obtempéra pas et fut amené à la prison de Charleroi comme un vulgaire criminel.

Nous n'avons pas laissé tomber notre camarade. La Jeunesse Populaire a entamé des actions pour sa libération et la reconnaissance des droits des immigrés italiens. Des chaulages ont couvert jusqu'aux murs de la prison.

Pour aider la femme et les enfants de Gaston, laissés sans ressources, nous avons organisé des collectes de vivres, de vêtements et d'argent

parmi les habitants du quartier. Lucien Druart, conseiller socialiste, nous aidait à organiser la solidarité. C'était un ancien mineur.

Au tribunal, l'accusé Gastone Lodolo se fit l'accusateur du capitalisme et des patrons charbonniers, responsables de l'insécurité, des bas salaires et des mauvaises conditions de travail. Il fut néanmoins reconduit à la frontière. Quelques semaines plus tard, sa famille l'a rejoint à Udine. Dans la cour du Tienne St. Gilles, la tristesse s'installa.

L'expulsion de Gastone Lodolo eut néanmoins un effet positif : elle mit en lumière le manque de droits pour les immigrés et sous la pression des mineurs, les syndicats et le parti communiste italien purent enfin être reconnus.»

La sous-traitance augmente le risque d'accidents

Témoignages de trois syndicalistes de Cockerill-Liège

De plus en plus d'intérimaires et de sous-traitants sont mis au travail en sidérurgie. Conséquence : le danger d'accident augmente, dans un secteur où les risques sont déjà très élevés par rapport à la moyenne. Les délégués combattifs se préoccupent fort de cette évolution; d'autant que la sous-traitance vise aussi à réduire le poids des organisations syndicales.

Jean Valet et Johnny Coopmans

Une procédure prévoit la tenue annuelle d'une réunion entre la direction de Cockerill-Sambre et les sous-traitants agréés. Pourquoi foire-t-elle le plus souvent ?

Joseph. La cause principale est la pratique de la sous-traitance en cascade. Le sous-traitant qui signe le contrat refile le travail à un autre marchand d'hommes. En supposant qu'il ait reçu les informations nécessaires et qu'il n'ait pas envoyé un homme de paille à ces réunions, ce système en cascade empêche toute l'information. Trois travailleurs en sous-traitance ont perdu la vie en 1990. Que faire pour qu'ils ne soient pas morts pour rien ?

Eric. Il y a un certain temps, j'ai été chargé de poser des marquages sur des conduites dans les caves de ma propre ligne. A certains moments, je devais chercher mon chemin ! Peut-on envoyer des gens sans expérience travailler en présence de substances chimiques dont ils ne connaissent même pas l'existence ? Un autre exemple : il y a partout pour le moment des zones délimitées par des lignes bleues, où

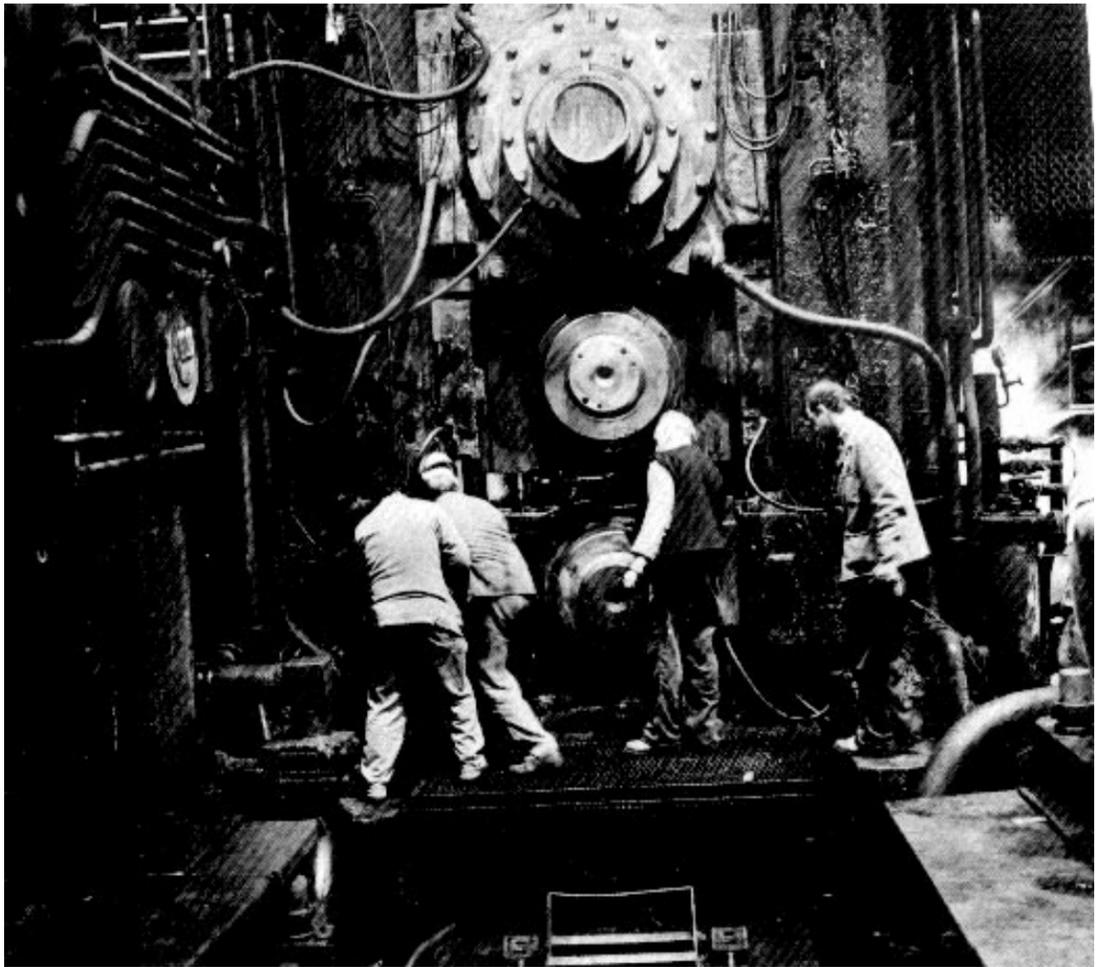
le port des lunettes est obligatoire pour se protéger des projections chimiques. On devrait faire une enquête auprès des sous-traitants pour savoir combien connaissent la signification de ces zones bleues !

Que faire face à cette sécurité-hygiène à deux vitesses ?

Joseph. Ne faut-il pas remettre en question toute cette sous-traitance ? Peut-on raisonnablement envoyer des gens qui ne connaissent pas le terrain dans les labyrinthes que sont les caves de nos laminoirs ? Même quelqu'un du site éprouve parfois des difficultés à trouver les issues de secours.

Eric. Il n'est pas exceptionnel de voir des sous-traitants prester 12 voire 20 heures d'affilée. Après des journées comme ça, ils ne disposent plus de tous leurs moyens. Il faudrait des cartes d'entrée permettant le pointage des travailleurs extérieurs. A Chertal, il est interdit à qui que ce soit de prester plus que les 8 heures par jour.

Jean. Il y aurait une solution efficace pour résoudre le problème des sous-traitants qui envoient leurs travailleurs se balader en chaussures



Sécurité-hygiène à deux vitesses ? Il faut remettre en cause la stratégie même de la sous-traitance (photo de Chertal, Archives de Wallonie).

de tennis sur des chemins de roulement des ponts. Nos délégués sécurité-hygiène devraient les équiper de la tête aux pieds, et décompter les frais d'office lors du règlement de la facture.

Joseph. Le chantier des recuits bases à Tilleur a été arrêté quelques heures pour faire respecter les protections individuelles. Il faut que l'on puisse retrouver les accidents des sous-traitants dans

les statistiques. Les travailleurs de la sous-traitance ont le droit de faire appel aux délégations syndicales en ce qui concerne la sécurité. C'est leur droit, ils doivent l'utiliser !

Accident grave causé par des souliers usés ?

Un travailleur sous-traitant fait une chute de quatre mètres

Jean Valet et Johnny Coopmans

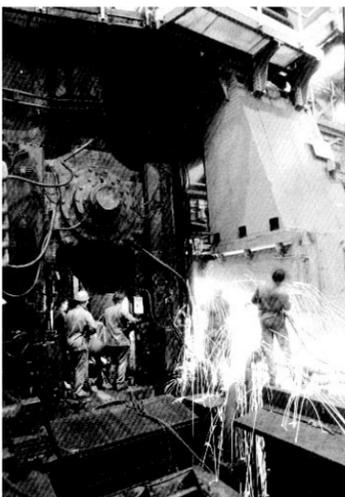
Un ouvrier de la société sous-traitante Laurenty a été victime d'un grave accident de travail, le 6 juin dernier, sur le site de Chertal.

Chargé de nettoyer les filtres de la salle des pompes, il monte avec un collègue au-dessus de deux cuves de 2,5 mètres de haut. Ils se servent d'une passerelle mobile, qui n'est pas assez haute, ce qui les oblige à grimper pour atteindre le couvercle. Ils enlèvent les boulons de ce couvercle et retirent la taque d'un diamètre d'un mètre et demi à l'aide d'un petit palan. Ils démontent alors les cartouches filtrantes et les déposent sur la passerelle, où elles sont nettoyées au Kärcher. La solution boueuse coule sur la passerelle et la rend extrêmement glissante et dangereuse.

En voulant grimper sur le couvercle, l'ouvrier glisse. Il veut s'appuyer sur la cuve pour empêcher la chute, mais sous l'effet du choc, son épaulement se déboîte et il tombe 4

mètres plus bas. Un mois et demi après l'accident, l'ouvrier n'a toujours pas repris le travail.

Comme le règlement le prescrit, Chertal organise une réunion d'analyse de l'accident, en présence du blessé. Cette analyse devrait normalement se faire avec le responsable hiérarchique du blessé, mais la société Laurenty



n'envoie qu'un chef d'équipe. Il semblerait qu'il existe une autre passerelle dans la salle de pompes. Si l'information est correcte, il faut voir pourquoi les ouvriers de chez Laurenty n'en ont pas été informés. Mais au lieu de cela, c'est à peine si on n'accuse pas le blessé lui-même d'être responsable de l'accident. Le rapport de réunion mentionne «souliers usés». Le rapporteur a biffé le mot «usé» et l'a remplacé par «souliers de 3 à 4 ans».

Le rapport propose de remplacer la passerelle par une échelle mobile et de souder un grillage à la cuve. Mais selon un délégué de sécurité, un accident similaire s'était déjà produit il y a un an, sans qu'on ait pris de mesures. Pourtant, dans la formation organisée cette année sur les risques de chantier, le service sécurité-hygiène cite en seconde position les accidents d'échelle (5.000 accidents !), talonné, en troisième position, par la non-conformité des échafaudages.

Médecine pour le Peuple peut vous aider

Lors d'accidents graves, les médecins de Médecine pour le Peuple ou le médecin traitant peuvent exiger le transfert de la victime vers un hôpital universitaire. Selon les accords en vigueur avec les compagnies d'assurance, le blessé est d'abord évacué vers un hôpital de second ordre. Or, légalement, le patient peut choisir l'hôpital ! En cas de litige sur la durée de l'incapacité de travail ou sur les indemnités d'accident, Médecine pour le Peuple vous défendra, en concertation avec les délégations syndicales.

Mémento

- Signalez tout risque d'accident à votre délégation sécurité-hygiène !
- Refusez de travailler seul dans

des endroits dangereux.

* Même en cas d'accident mineur, faites immédiatement une déclaration d'accident.

• Remettez vos frais médicaux, de kiné, de pharmacie intégralement à la compagnie d'assurance. C'est elle qui doit payer et pas la mutuelle.

Adresses de Médecine pour le Peuple:

- * Chaussée de Haecht 276 - 1030 **Schaerbeek**, Tél. 02/245.98.50
- * Av. Ferrer 26 - 4040 **Herstal**, Tél. 041/64.73.33
- * Rue C. Lemonnier 112 - 4100 **Seraing**, Tél. 041/37.70.41
- * Rue de la Babotterie 87 - 6001 **Marcinelle**, Tél. 071/47.64.96

La campagne "antiterroriste" tue le droit d'asile

Les Pays-Bas expulsent José Maria Sison, fondateur du PC philippin

Les sept pays industrialisés (G7), plus la Russie, réunis en sommet, ont décidé de prendre des mesures contre le "terrorisme international". Ils comptent notamment mettre sur pied un dispositif relevant de l'autorité des Nations unies, en vue de limiter le droit d'asile «pour éviter les abus par des terroristes». (1)

Bert De Belder

La décision récente du gouvernement néerlandais d'expulser José Maria Sison est un test important : les Pays-Bas prétendent que Sison «entretient des contacts avec des groupes terroristes internationaux». José Maria Sison est le premier conseiller politique du Front National Démocratique (NDF), qui regroupe des organisations révolutionnaires philippines, parmi lesquelles le Parti communiste (CPP) et la Nouvelle armée du peuple (NPA). "Joma" Sison est le fondateur du PCC, recréé en 1968. Il a été arrêté en 1977, torturé et enfermé durant des années en cellule d'isolement. Il a été libéré après l'arrivée au pouvoir de Cory Aquino en 1986. Depuis, il est depuis un orateur très sollicité et apprécié dans le monde entier. Quand Aquino lui retire son passeport en 1988, Joma est contraint de demander l'asile politique aux Pays-Bas.

Persécutions par tous les moyens

Les avocats de Sison considèrent que sa reconnaissance comme réfugié politique est une formalité : son dossier est en béton. En octobre 1988, les autorités philippines délivrent un mandat d'arrêt contre Sison. Dès juillet 1989, les militaires diffusent des affiches

avec le portrait et la description d'un certain nombre de dirigeants présumés du PCC. En première place figure José Maria Sison, dont la tête est mise à prix pour un million de peso (1,2 millions FB). Ce genre d'appel aux chasseurs de primes, style Far-West, décorent encore aujourd'hui les bureaux de police des Philippines.

Le 3 août 1989, le journaliste néerlandais Henk Ruigrok révèle avoir été approché par un colonel philippin qui lui a proposé d'attirer Sison dans l'ambassade philippine à La Haye. Fin 1991, la CIA tente, avec la collaboration du service de renseignement néerlandais BVD, de recruter Nathan Quimpo, cadre du NDF à l'époque, pour qu'il espionne Joma.

En août 1991, la police philippine dépose une plainte au tribunal accusant Sison de meurtre. Il s'agit d'un attentat à la bombe lors d'un meeting électoral du Parti libéral à Manille, survenu en... août 1971 ! Tous les analystes estiment que cet attentat était un complot fomenté par le dictateur Marcos pour instaurer la loi martiale.

Les droits de l'homme sont toujours violés aux Philippines

Le gouvernement néerlandais affirme que Sison ne court plus aucune danger aux Philippines, se



José Maria Sison : «Le ministère néerlandais de la Justice tente de me présenter comme un "terroriste", alors que le ministère néerlandais des Affaires étrangères me traite avec le plus grand respect comme conseiller du NDF.»

référant au "processus de paix" et à une prétendue amélioration de la situation des droits de l'homme. Ces affirmations sont contredites par la réalité. Sous les présidents "démocratiques" Sison et Ramos, 818 opposants politiques ont été assassinés par les forces de répression et 484 autres ont "disparu". (2) Malgré les négociations de paix avec le NDF, les dirigeants présumés du PCC, Wilma Austria Tiamzon et Sotero Llamas, ont été arrêtés respectivement en 1994 et en 1995.

Si Sison rentre aux Philippines, il peut s'attendre à un scénario semblable à celui dont Benigno Aquino a été la victime en août 1983 : à sa descente d'avion, les militaires de Marcos l'ont froidement abattu.

Le calvaire d'un demandeur d'asile

Les organisations internationales des droits de l'homme soutiennent la demande d'asile de Sison. Estimant qu'il risque la torture, l'exécution sommaire ou la disparition, Amnesty International a adressé une lettre au ministère néerlandais de la Justice, lui demandant de le reconnaître comme réfugié politique. (3) Mais il est vite apparu que, pour les Pays-Bas, le droit d'asile est subordonné à ses bonnes relations avec les Etats-Unis et aux investissements aux Philippines (voir interview). La demande d'asile de Joma se heurte de ce fait à d'innombrables obstacles.

- Le 13 juillet 1990, le ministère néerlandais de la Justice rejette le droit d'asile de Sison.
- Le 17 décembre 1992, le Conseil d'Etat émet un avis favorable.
- Le 26 mars 1993, le ministère de la Justice rejette à nouveau la demande de Sison.
- Le 21 février 1995, le Conseil d'Etat annule la décision de justice : Sison est un réfugié dont les craintes de persécution dans son pays sont fondées (Convention de Genève).
- Le 4 juin 1996, le ministère de la Justice rejette pour la troisième fois la demande de Sison; le 18 juillet, il lui donne l'ordre de quitter le pays endéans les quatre semaines.

1. De Standaard, 2 août 1996. 2. Rapports de Task Force Detainees-Philippines et Karapatan, 1996. 3. De Volkskrant, 24 mai 1993.

Interview de José Maria Sison

«Mon droit d'asile indispose un *gouvernement ami*»

Bert De Belder

Sison. Il est évident que les Etats-Unis ont joué un rôle déterminant dans la décision négative des Pays-Bas. Dès 1989, les ambassades américaines à Manille et à La Haye ont exprimé leur opposition à mon droit d'asile. Lors d'une audience publique du Conseil d'Etat néerlandais en 1993, l'avocat général a déclaré qu'une reconnaissance éventuelle de mon droit d'asile indisposerait un gouvernement ami, tant du gouvernement néerlandais que du gouvernement philippin. Il se référait évidemment aux Etats-Unis.

Comment expliquez-vous la contradiction apparente entre l'or-

dre d'expulsion et le fait que le gouvernement néerlandais a encore accueilli en juin dernier les pourparlers de paix entre le NDF et le gouvernement philippin ?

Sison. Il est en effet contradictoire que le ministère néerlandais de la Justice tente de me présenter comme un "terroriste", alors que le ministère néerlandais des Affaires étrangères me traite avec le plus grand respect en tant que conseiller du NDF. Le ministère de la Justice répond ainsi à la demande de Manille qui veut m'écarter des interlocuteurs du NDF pour miner leur position dans les négociations.

Le président Ramos affirme : «Sison peut revenir en toute

tranquillité. Il pourra peut-être rejoindre la société civile de manière à construire le pays avec nous.» (1) Ramos a même déclaré que vous pourriez siéger dans le parlement philippin.

Sison. Ramos est un expert de la guerre psychologique. Son but est double : d'une part, me remettre dans les bras du régime et des militaires philippins et, d'autre part, attirer l'équipe de négociateurs du NDF vers Manille où ils subiraient de fortes pressions politiques et seraient surveillés par les services de renseignement.

1. Philippine Daily Inquirer, 25 juillet 1996.

Appel pour le droit d'asile de la famille Sison

Pétition à renvoyer signée à la Ligue Anti-Impérialiste, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles (fax. 02/513.98.31).

Par la présente je proteste vivement contre la décision négative du ministère néerlandais de la Justice concernant la demande d'asile de José Maria Sison et de sa famille. J'appelle le gouvernement néerlandais à respecter les décisions du Conseil d'Etat. Le droit d'asile doit primer avant tout intérêt politique et économique dans les relations bilatérales entre les Pays-Bas, les Philippines et les Etats-Unis.

Non à l'expulsion de la famille Sison !

Droit d'asile politique pour les Sison maintenant !

Reconnaissance et protection des droits de tous les demandeurs d'asile !

Nom :

Adresse :

Tél. n° :

Signature :

23 milliards d'argent noir à la Kredietbank-Luxembourg

Jo Cottenier

Tout le monde connaît le refrain des partis au pouvoir : «Il est impossible de s'en prendre aux riches parce que l'argent va fuir le pays». Les révélations sur la Kredietbank-Luxembourg démontrent que ces affirmations ne font que protéger l'argent qui s'enfuit déjà. Des sommes énormes d'argent noir, détenu par les familles les plus riches, mais aussi et surtout par des entreprises, échappent complètement au fisc. Grâce aux mécanismes légaux et illégaux élaborés par les grandes banques...

L'affaire de la Kredietbank est particulièrement intéressante parce qu'elle lève un petit coin du voile qui couvre la grande fraude. Il ne s'agit pas du travailleur qui a épargné quelques réserves, mais de comptes qui approchent les 100 millions. 85 sociétés de taille moyenne et 148 personnes physiques ont placé 23 milliards d'argent noir dans la KB-Luxembourg. Cet argent noir, provenant d'héritages, de bénéfices ou de patrimoines inconnus est ainsi expatrié vers un pays où l'impôt sur les placements est inexistant. Le choix est vaste, mais le Luxembourg tout proche tient une bonne place sur la liste de ces paradis fiscaux. Il n'y existe pas de précompte mobilier (ce qui veut dire qu'on ne paie pas de taxe sur les intérêts perçus) et le secret bancaire y vaut celui de la Suisse. Les gros placements s'y font sur un compte anonyme, seulement identifié par un numéro ou un nom de code. Rien que pour ces quelques 200 dossiers, la perte pour le fisc se chiffrerait au minimum à

sept milliards. Si on sait qu'il n'y a pas en Belgique 200, mais 40.000 familles ayant une fortune mobilière moyenne de 142 millions par famille, on peut estimer que l'évasion et la fraude fiscale dépassent aisément les 1.000 milliards. Voilà largement de quoi «faire payer les riches». L'intérêt du dossier KB est d'autant plus grand qu'on y découvre le rôle crucial des banques dans cette orgie de richesses. L'enquête judiciaire en cours concerne les mécanismes de blanchiment qui existeraient à l'intérieur du groupe de la Kredietbank, impliquant la KB-Belgique et la KB-Luxembourg. Un des mécanismes en cause est très simple et connu dans le milieu bancaire sous le nom d'emprunt *back to back* (dos à dos). Prenons une entreprise quelconque. Par les temps qui courent, l'entreprise Méga fraude parvient difficilement à nouer les deux bouts. C'est donc l'appel à la modération, à la rationalisation, à la flexibilité. Ce que la direction ne dit pas, c'est que

l'entreprise dégage un bénéfice en noir, qu'on parvient à camoufler soigneusement dans le bilan. Que faire de cet argent ? Elle fait appel à sa banque de confiance, dans ce cas la Kredietbank Belgique, qui est avide de rendre des services particuliers à ses bons clients. Méga fraude place l'argent sur un compte de la KB-Luxembourg. Parallèlement, la KB-Bruxelles accorde un emprunt à Méga fraude, emprunt garanti par le dépôt au Luxembourg. L'entreprise touche donc les intérêts sur l'argent noir au Luxembourg et dispose en même temps d'une somme équivalente en argent blanchi (l'emprunt), qui en plus, peut être fiscalement assimilé à une «charge» pour l'entreprise. L'argent noir est blanchi et fiscalement indemnisé grâce à la construction élaborée par la banque. Les 200 à 300 comptes de particuliers et d'entreprises auraient profité de telles constructions. Il a fallu la rancune de cinq fonctionnaires licenciés de la KB-Luxembourg pour que l'affaire éclate au grand

Le scandale de la K



Le nouveau siège, majestueux, de la Kredietbank près du canal, à Bruxelles. Ici siègent des gens qui volent la politique. En effet, les revendications agressives de la KB pour la démolition des services publics, de la

jour. Il s'agit d'un «accident de parcours» qui sème la panique dans les milieux bancaires, car «normalement» ces choses ne sont jamais étalées dans d'autres médias que Solidaire.

Découvert «par hasard»...

L'affaire démontre combien sont ridicules les prétendus mécanismes de contrôle. Les experts de la Commission Bancaire ou de l'Inspection Spéciale des Impôts découvrent avec étonnement les

ficelles et les techniques utilisées par ce qu'on peut appeler la fraude de moyenne envergure. Pourtant, il y a des choses évidentes. Chaque grosse banque a des filiales, des succursales ou des banques liées au Luxembourg, en Suisse et dans d'autres paradis fiscaux. Pour la Kredietbank, on connaît parfaitement les liens de parenté entre les deux sociétés soeurs, même si elles se présentent comme des banques «indépendantes». De là à imaginer des circuits illégaux ou semi-légaux, il n'y a

qu'un pas. Toutes les banques font de la recherche active afin d'épuiser les possibilités offertes par la loi pour éviter le fisc. Chaque banque rivalise avec ses concurrentes en offrant des «services spéciaux» à la limite ou au-delà de la légalité. Si chaque opération en soi (placement et emprunt) est parfaitement légale, la construction globale, qui sert à blanchir l'argent noir est défendue par la loi. Mais le secret bancaire rend particulièrement difficile la découverte de tels circuits. La protection de ce secret ban-

Rien à faire ? Deux lignes face au parasitisme

Face aux phénomènes de parasitisme, il existe deux attitudes. La première est celle de tous les partis bourgeois. Une minorité de la population dispose de sommes énormes qu'elle protège contre le fisc par une fuite massive de capital, par le blanchiment d'argent noir, par la fraude et l'évasion fiscale. Mais ils prétendent qu'on ne peut rien y faire sans provoquer une fuite encore plus massive de capitaux. Eux, ils voudraient bien, mais «le résultat serait encore plus désastreux pour l'économie et donc pour l'emploi». On y découvre le caractère de classe de ces partis. Ils sont au pouvoir par la grâce du grand capital et n'iront

jamais à l'encontre des intérêts fondamentaux de la grande bourgeoisie. Ils avanceront toujours des arguments pour justifier la propriété privée des moyens de production, pour justifier l'inégalité et l'injustice. Pour l'instant, ils détournent toutes les illusions vers la future Europe. Il faut attendre l'harmonisation fiscale européenne qui imposera le précompte mobilier au Luxembourg. Mais même si le Luxembourg plie devant cette exigence, qu'est-ce qui empêchera les capitaux de fuir vers d'autres lieux plus propices comme Andorre, les Îles Caïmans ou autres ? La deuxième attitude consiste à revendiquer des mesures radicales, comme seul moyen d'éradiquer au

maximum ces phénomènes de fraude, de corruption et d'injustice flagrante.

Fraude et corruption font partie du système

Les éradiquer totalement veut dire liquider le capitalisme, car tous ces phénomènes sont indissociables du capitalisme même, de l'économie de marché, de la propriété privée des moyens de production. Mais on n'y arrivera jamais si le mouvement ouvrier ne s'oriente pas dès maintenant sur des conquêtes partielles, comme l'expropriation des banques, comme la levée du secret bancaire, comme l'impôt sur la fortune.

Les patrons industriels sont les premiers parasites

Le mouvement ouvrier ne doit pas seulement se dresser contre le capital bancaire ou financier mais aussi et surtout contre le capital industriel. Ils sont aujourd'hui inextricablement enchevêtrés. Le fait que 80 entreprises soient impliquées dans le scandale de blanchiment d'argent devrait faire réfléchir les syndicalistes qui pensent qu'il suffit de couper les branches parasitaires du capitalisme (les spéculateurs et les financiers) pour résoudre la crise, voire le chômage. C'est une idée qui est répandue par le réformisme de

gauche, style Petrella ou par certaines figures des partis socialistes. La crise du capitalisme ne trouve pas son origine dans le secteur financier, mais dans la production. C'est la course au profit du capital qui crée la surproduction, le clivage entre la capacité d'achat de la population et la capacité de production des installations toujours plus performantes. Les capitalistes sont ainsi confrontés, non pas à une pénurie de capitaux, mais à un surplus. Ces réserves sont mises en banque ou utilisées dans la spéculation. La première source d'argent parasitaire sont les

entreprises. C'est dans les entreprises que se fait l'exploitation, source unique de tout capital. Voici pourquoi, il faut avancer des mots d'ordres qui s'attaquent à l'exploitation même dans la production, et pas uniquement aux magouilles marginales du capitalisme. Une affaire comme la Kredietbank met le système capitaliste en cause et pas uniquement les fortunés et les spéculateurs. C'est une différence importante entre l'initiative 532, qui s'attaque aussi aux capitalistes industriels, et l'Appel des 600, qui se limite à une revendication contre les fortunés.

Kredietbank : le sommet de l'iceberg

Lénine : exproprier les banques en mobilisant les employés

Le personnel peut empêcher la fuite des capitaux



De temps en temps, une affaire pourrie comme celle de la Kredietbank éclate au grand jour, mais tout le système protège et sauvegarde la putréfaction. Le caractère du capitalisme fait que les pratiques frauduleuses de la bourgeoisie, des entreprises et des banques ne sont combattues que dans la mesure où elles perturbent trop l'ensemble du système, qu'il en résulte une concurrence déloyale, etc. C'est ce que Lénine décrit à la veille de la révolution russe, dans «La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer» (1). Il en déduit qu'il n'y a qu'un moyen pour briser la dictature des monopoles : les exproprier, sans indemnisation.

«Quelle est donc la portée de la nationalisation des banques ? C'est qu'aucun contrôle effectif des ban-



ques et des opérations n'est possible car on ne peut suivre les procédés extrêmement complexes, embrouillés et subtils employés pour établir les bilans, fonder des entreprises et des filiales fictives, faire intervenir des hommes de paille, etc. Seule la nationalisation des banques permet d'obtenir que l'Etat sache où et comment, de quel côté et à quel moment, passent les millions et les milliards. Seul le contrôle exercé sur les banques — ce pivot central et mécanisme essentiel du trafic capitaliste — permettrait d'organiser, en fait et non en paroles, le contrôle de toute la vie économique, de la production et de la répartition des produits» (2).

L'affaire de la KB Lux démontre à merveille le rôle que les employés de banque et les cadres inférieurs peuvent jouer dans la dénonciation des pratiques frauduleuses de la bourgeoisie. Cinq cadres ont rassemblé les 300 dossiers qui

dévoilent les circuits de blanchiment et de fraude. Ils l'ont fait pour des raisons de vengeance personnelle mais ils auraient pu le faire aussi par haine du capitalisme et de sa pourriture. Quand Lénine parle d'expropriation des banques, il insiste sur le fait que ce n'est pas uniquement une mesure technique, mais que la réussite dépend de la mobilisation du peuple. Les travailleurs doivent être mobilisés pour appliquer le contrôle, pour imposer leur dictature. Seule la mobilisation révolutionnaire est capable d'éradiquer l'exploitation et les phénomènes parasitaires qui l'accompagnent.

Parfaitement possible techniquement, moyennant une mobilisation révolutionnaire

A ce sujet, Lénine dit dans le même ouvrage : «La fusion des banques ne présente pas la moindre difficulté technique, et si le pouvoir d'Etat était révolutionnaire autrement qu'en paroles, s'il était démocratique autrement qu'en paroles (c'est à dire qu'il agissait dans l'intérêt de la majorité du peuple et non d'une poignée de riches), il suffirait de décréter, comme châtiment, la

confiscation des biens et la prison pour les directeurs, administrateurs et gros actionnaires qui se seraient rendus coupables de la moindre manoeuvre dilatoire et de tentatives de dissimuler des documents et relevés de comptes; il suffirait, par exemple, de grouper à part les employés pauvres et d'accorder des primes à ceux d'entre eux qui découvrirait des fraudes et manoeuvres dilatoires de la part des cadres riches, et la nationalisation des banques se ferait sans heurt ni secousse, en moins de rien» (3).

Lorsqu'on propose des mesures radicales contre les riches, les partis bourgeois — et le SP n'est pas des moindres — agitent le spectre de la fuite des capitaux. Les cadres qui ont dévoilé l'affaire de la KB démontrent involontairement que cela peut parfaitement être empêché. Ce sont en effet les employés qui exécutent et contrôlent toutes les opérations. L'informatisation facilite encore ce contrôle. Si les syndicats mobilisaient de manière révolutionnaire leurs employés dans le secteur, ils pourraient empêcher et faire punir de manière exemplaire toute tentative de fuite de capitaux.

1. Lénine, Oeuvres, tome 25, pp. 347-397. 2. Idem, p.359. 3. Idem, pp.360-361.

à l'Etat des milliards de francs d'impôts mais qui mettent le grappin sur Sécurité et de l'emploi sont en train d'être réalisées par le gouvernement.

caire par le PS et le PSC équivaient ni plus ni moins à une complicité. Les quelques coupables pris en flagrant délit (parmi lesquelles des CVP comme Jan Huyghebaert, actuel président de Sabena, ou comme la famille de l'ancien ministre Leo Delcroix), payeront peut-être quelques rattrapages, mais on ne touchera point à la corruption du système. PS et PSC continueront de vanter les mérites du capitalisme et du marché libre et continueront de prêcher l'impossibilité de prendre des mesures radicales.

Téléphonez à la ligne de délation de Solidaire !

Les lignes de dénonciation sont à la mode. Nous estimons qu'elles sont permises contre les grands criminels et fraudeurs capitalistes. Solidaire appelle ses lecteurs — les employés et cadres inférieurs des banques et institutions financières et les autres travailleurs —

à révéler dans notre journal les mécanismes de fraude et les opérations scandaleuses des riches et du capital qu'ils découvrent. Téléphonez ou écrivez à la rédaction de Solidaire, bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél. 02/513.66.26.

Huyghebaert (KB, Sabena, CVP) : hypocrisie et autres vices capitalistes

Le capitalisme est un système d'exploitation qui enrichit les riches et appauvrit les pauvres. Défendre ce système demande une fameuse dose d'hypocrisie. Dans l'affaire de la Kredietbank, elle saute aux yeux. En voici quelques aspects.

Un. Depuis quinze ans, le gouvernement fait la chasse à la petite "fraude" des chômeurs, des assurés sociaux, des travailleurs. La chasse à la grosse fraude se fait par dose homéopathique pour ne pas effrayer les possédants.

Pas de géants ou de Poucets ?

Deux. Depuis des années, on prétend que la lutte contre la grosse fraude «avance à pas de géants». Le



Huyghebaert

ridicule ne tue pas. On voit bien maintenant que les minuscules mesures adop-

tées ces dernières années contre les riches et les fraudeurs ne servent qu'à

mieux faire passer les attaques contre les travailleurs.

Gouvernement et patrons liés

Trois. Les milieux gouvernementaux, dans ce cas le CVP, sont intimement liés au monde industriel et bancaire, dont ils exécutent fidèlement les souhaits. Jan Huyghebaert fait figure de symbole dans ce dossier. Personnalité influente du CVP, il est président d'Almanij, le holding qui couvre à la fois la Kredietbank-Belgique et la Kredietbank-Luxembourg. Il est l'une des personnes dont les comptes ne sont pas nets et serait impliqué dans les constructions fiscales. La Kredietbank est par excellence la banque des classes moyennes et des patrons flamands

et catholiques. Ceux qui prêchent la charité, mais pillent sans scrupule les caisses de l'Etat.

Quatre. La Kredietbank elle-même est connue pour ses avis tranchants en ce qui concerne la politique gouvernementale. Les «Weekberichten» (feuille d'informations hebdomadaire) de la Kredietbank fustigent sans merci les abus de la sécurité sociale et défendent depuis des années la privatisation des pensions et des services publics. Bien sûr, la KB estime qu'il est impossible d'introduire un impôt sur la fortune, de lever le secret bancaire ou d'imposer plus fortement les riches. Le scandale prouve que la politique gouvernementale est dictée par des inciviques.

Cinq. Maystadt, notre mi-

nistre des Finances à la réputation d'incorruptible, a récemment mis en garde contre le danger d'imposer les fortunes. Sa réaction au scandale de la KB témoigne de la même bienveillance : il a menacé les fraudeurs de sanctions... théoriques !

Sanctions théoriques

Six. Il y a de grandes chances pour que, malgré toutes les preuves existantes, la KB parvienne à prouver qu'elle n'a rien fait d'illégal. Et à la limite, elle pourrait avoir raison ! La toute grande partie de l'évasion fiscale se fait en toute légalité. Car les lois sont faites pour les riches et les capitalistes... A vous de compléter la liste. Envoyez vos réflexions à la rédaction.

Les barricades fleurissent dans les bidonvilles d'Istanbul

Reportage d'un étudiant à Gazi, un des foyers de la résistance antifasciste

Gazi, cet immense bidonville (60.000 habitants) d'Istanbul, était à nouveau en ébullition, il y a deux semaines. La population du bidonville est remontée sur les barricades pour exprimer sa solidarité avec les grévistes de la faim. Gazi, c'est le nouveau bastion de la révolution en Orient. Gazi, qui rappelle Gaza, en Palestine, a repris le flambeau de l'intifada.

Joseph Koba

La bourgeoisie turque a procédé à des coupes sociales sans précédent ces dernières années. La plupart des fonctionnaires en Turquie ne se rappellent même plus le goût de la viande. Le pain turc, qui fait à peine 500 grammes, est désormais vendu par quarts. A Hakkari, dans le Kurdistan, plus de 3.000 familles se nourrissent des immondices de l'armée turque.

Dans les régions de la mer Noire, on a réintroduit l'esclavage des enfants. La paupérisation accrue de la population, l'exode rural et la sale guerre menée dans le Kurdistan ont provoqué un bouleversement démographique et politique que la grande bourgeoisie ne manque pas d'évoquer avec inquiétude.

En janvier dernier, un membre de la TESEV (1) resté dans l'anonymat a fait la déclaration suivante au journal pro-gouvernemental *Mil-liyet* : «si nous ne parvenons pas à la paix, les habitants des bidonvilles se presseront à nos portes et nous égorgeront».

Tous les abords de Gazi sont jalonnés de chars anti-émeute

Désormais, les bidonvilles ne se rencontrent plus uniquement dans les métropoles comme Ankara, Adana, Izmir, Bursa ou Diyarbakir mais également dans les villes de provinces comme Konya, Aydin ou Malatya. Cette nouvelle géographie urbaine met en confrontation directe le baraquement et la villa, le *gecekondu* (2) et le holding.

Dans le bidonville habitent les ouvriers industriels, les chômeurs, les étudiants, les employés, les artisans et les petits commerçants, bref le peuple. Certains bidonvilles, surtout ceux d'Istanbul, sont devenus de véritables foyers de résistance antifascistes. Gazi, Okmeydani, Nurtepe, Alibeyköy, sont des noms familiers qui évoquent immédiatement des soulèvements populaires. Le plus célèbre est celui de Gazi où, en mars 95, après trois jours de guerre de barricades, 22 personnes furent assassinées par la police.

Gazi est aujourd'hui en état de siège, comme de nombreux bidonvilles d'Istanbul. Toutes les entrées et sorties sont minutieusement contrôlées par des unités spéciales de la police. Tous les abords de Gazi sont jalonnés de chars anti-émeutes armés de fusils mitrailleurs. Ce déploiement militai-

re impressionnant trahit en fait un sentiment de faiblesse du gouvernement fasciste : l'Etat, ou l'ennemi comme disent les habitants, a une peur farouche du peuple.

«L'espoir porte un nom : le DHKP-C»

Lorsque nous arrivons la nuit, ce sont d'abord les murs chargés de slogans révolutionnaires qui nous accueillent. La plupart sont signés du Devrimci Halk Kurtulus Partisi-Cephesi (DHKP-C), le Parti-Front Révolutionnaire de Libération du Peuple, ou plus communément Parti-Cephe, le Parti-Front. Tout comme pour la famille qui nous attend. Elle est ce qu'on appelle une famille martyre. Un des fils a été abattu lors des "événements". Il eut beaucoup de courage, il était monté sur un char pour l'endommager. Il est la fierté de la famille. Celle-ci est très modeste. Mais si les murs sont vides, c'est parce que rien ne peut rivaliser avec la photo du martyr. «Depuis que notre fils est tombé, nous raconte la mère, notre domicile a été pris d'assaut cinq fois.»

Le père confirme : «Ils entraient à trente ou à quarante, en plein milieu de la nuit, avec leurs bottes pleines de boue.» Le frère explique qu'après le massacre perpétré par la police en mars 1995, la population a été jugée par le Tribunal de Sûreté de l'Etat sur base de la loi anti-terroriste ! «Ils cherchent à nous intimider, poursuit-il, mais nous ne capitulerons pas. Nous l'avons encore prouvé récemment. Derrière les barricades, nous étions tous présents. Nous dansions le halay (danse populaire), nous chantions, Gazi



Pour ceux qui connaissent la Turquie, les noms des bidonvilles d'Istanbul évoquent chacun un soulèvement populaire. Le plus célèbre est celui de Gazi (ci-dessus, lors des affrontements de 1995).

était libre. Nos mères préparaient le thé et les gâteaux tandis que les camarades de Parti-Front montaient la garde avec l'appui de toutes les organisations révolutionnaires. Mais la télévision filmait trois, quatre gamins. Le commentaire disait que c'était l'affaire de quelques terroristes manipulant des enfants ignorants. Or, nous étions entre 800 et 2.000. L'ennemi a profité d'un moment de faiblesse pour charger les barricades. C'était au moment où nos pères étaient partis au travail et nos mères à leurs occupations domestiques».

Après cet entretien, un camarade m'invite à passer la nuit chez lui. En chemin, il me raconte l'histoire de chaque foyer : «Gazi est surtout peuplée de familles martyres et de familles captives. La plupart des jeunes sont soit en tôle, soit morts,

soit dans le maquis». Nous arrivons chez lui, une petite masure décorée d'une immense inscription : «l'espoir porte un nom, le DHKP-C».

Un exemple de morale révolutionnaire

Lorsque je demande au camarade ce qui distingue le DHKP-C des autres organisations, il me répond : «Outre qu'il s'agit d'un des seuls partis avec le PKK et le TKP (ML) à mener la guerre de guérilla, le Parti-Front nous a transmis sa force organisatrice mais aussi une culture et des valeurs révolutionnaires. La culture, c'est celle du combat. Les valeurs, c'est l'esprit de sacrifice et l'abnégation.

Le DHKP-C se veut le garant du patrimoine révolutionnaire de tous les peuples d'Anatolie. Cette terre porte un millénaire de souffrance et de révolte. Elle a connu de grands combattants qui firent trembler les sultans et les beys : Baba Ishak, Cheikh Bedrettin, Mustafa Börklüdjé, Chahkoulou, Pir Sultan Abdal. Tous ces héros du peuple ont fini décapités ou pendus et jamais ils ne se sont rendus.

Ainsi les révolutionnaires contemporains, en s'inspirant de cette culture, de cet esprit et de cette morale, sont dans la parfaite continuité de ces héros ancestraux». Et il précise : «Tu sais bien, lors d'une attaque policière, nos militants ne se rendent jamais, c'est notre tradition. S'ils ont encore la force, avant de mourir, ils écrivent DHKP-C en lettres de

sang sur les murs. Ainsi, même après leur mort ils font trembler l'ennemi.»

Entretien avec les enfants des barricades

La plupart des enfants n'ont même pas 15 ans. L'un de leur camarade est en prison, il a 16 ans. Un autre a été abattu par des flics en civil alors qu'il diffusait le journal révolutionnaire *Kurtulus*. Certains ont un grand frère ou une grande soeur dans la guérilla. Ils veulent tous devenir de vrais combattants. Certains exhalent une odeur d'essence. Ils viennent d'attaquer une voiture de flics. «Ici, tout le monde sait faire des cocktails molotov» me dit fièrement l'un d'entre eux. L'autre : «Le Parti-Front appelle cela les explosifs du peuple». L'enthousiasme jaillit de chaque regard. Et la maturité aussi. Le petit Murat expose la situation : «Ici, tout le monde connaît le fascisme. Tout le monde sait l'expliquer. Même ma mère et ma grand-mère. On nous appris ça à l'Ecole du Peuple, pas dans les écoles de l'Etat».

Je ressasse alors un poème de Yorum : «Nos enfants grandissent tôt».

1. Association d'Etudes Economiques et Sociales de Turquie, parrainée par Bülent Eczacıbasi, un industriel milliardaire qui est également l'un des organisateurs d'Euro-palia Turquie. 2. Littéralement «posé la nuit», logements construits à la hâte après la tombée du jour.

Qu'est-ce que le DHKP-C ?

Le DHKP-C est un parti marxiste-léniniste inspiré des thèses de Mahir Tchayan, l'un des grands théoriciens de la révolution en Turquie et fondateur du THKP-C. Lors du coup d'Etat de 1971, il a été assassiné en même temps que de nombreux autres cadres.

Les jeunes ont repris le flambeau et créé le Devrimci Sol («Gauche Révolutionnaire») en 1978. Depuis, celui-ci a été à l'avant-garde de toutes les grandes luttes contre le chômage, la

hausse des prix ou la torture policière.

Après le coup d'état fasciste de 1980, c'est la seule organisation à poursuivre une résistance efficace contre la dictature. Tous les syndicats et partis étaient interdits et les militants poursuivis. En 1989, quelques cadres de Devrimci Sol, dont le secrétaire général Dursun Karatas, se sont échappés de prison et ont réorganisé le Devrimci Sol en parti, sous l'appellation DHKP-C.

Sak, immigré indien, élu par les ouvriers britanniques

Shapurji Saklatvala, premier parlementaire communiste en 1922

L'Indien Shapurji Saklatvala est le premier communiste entré au parlement en Grande-Bretagne. Elu sur une liste du Labour Party, il en vient rapidement à dénoncer le manque de résistance des travaillistes à la corruption et à l'hypocrisie bourgeoise.

«Sak», comme on l'appelait, est mort il y a tout juste 60 ans.

Bert De Belder

Shapurji Saklatvala est né à Bombay le 28 mars 1874 dans la célèbre famille Tata. En 1905, il part en Angleterre pour y diriger le bureau de l'entreprise familiale à Manchester. Il y entre pour la première fois en contact avec la politique anglaise, car son père l'avait fait membre à vie du Club libéral national. Mais après une discussion enflammée sur la libération de l'Inde du joug colonial britannique, Sak démissionne. En 1907, il devient membre de la Fédération social-démocrate, un groupement marxiste qui allait fusionner avec trois autres organisations en 1920 pour devenir le Parti Communiste de Grande-Bretagne. A cette époque, il n'était pas inhabituel d'être membre de plusieurs organisations socialistes simultanément, et Sak adhère aussi à l'Independent Labour Party (ILP), affilié au Labour Party. Les horreurs de la Première Guerre mondiale et les conséquences politiques et sociales de ce conflit entre les grandes puissances coloniales poussent Sak de plus en plus à gauche. Il se jette dans la lutte contre la guerre, contre l'obligation de service et contre l'impérialisme. La révolution d'Octobre en Russie radicalise encore davantage Saklatvala et fait de lui un socialiste révolutionnaire. Mais très vite, sa conviction va être déçue par son parti, le ILP social-démocrate. En vain, Saklatvala tente d'amener ce parti à s'affilier à la Troisième Internationale (le

Komintern). Il déplore aussi que des membres de l'ILP «placent les avantages obtenus au conseil communal et au parlement au-dessus de l'esprit du vrai socialisme.» Il en tire les conclusions et quitte la social-démocratie. Presqu'immédiatement, Saklatvala devient membre du Parti Communiste de Grande-Bretagne (PCGB). Mais puisqu'il est déjà proposé comme candidat parlementaire par la section du Labour Party dans le district ouvrier londonien de Battersea North, il participe encore sous la bannière de ce parti aux élections générales de 1922. Il l'emporte avec 50,5 % des voix. Son programme : «de meilleurs logements sociaux, l'enseignement public le meilleur possible, des dispositions financières pour les vieillards, les mères, les veuves, les orphelins, les victimes de guerre et les ouvriers licenciés» et autres revendications démocratiques.»

Un «troisième parti capitaliste» à côté des Conservateurs et des Libéraux»...

Mais sa première période en tant que parlementaire le dégrise. Il réalise très vite que le Parlement est inadéquat pour faire entendre la voix démocratique. Il se rend compte également du manque total de résistance des parlementaires travaillistes à la corruption et à l'hypocrisie bourgeoise. Leur

refus de défendre les intérêts de la classe ouvrière, et a fortiori ceux des centaines de millions d'esclaves des colonies, est un véritable choc pour Saklatvala.

Quelques années plus tard, le point de vue de Sak sur la social-démocratie est intégré dans la nouvelle ligne du PCGB, qui qualifie le Labour Party de «troisième parti capitaliste», à côté des Conservateurs et des Libéraux. Saklatvala affirmait que le Labour Party avait cessé d'être un parti ouvrier et était devenu un «groupe réformiste libéral». Le PCGB devait donc se profiler, disait-il, comme le seul parti qui lutte contre le capitalisme et contre l'exploitation impérialiste.

Toute la section du «petit Moscou» exclue par le Labour Party

Au Parlement, Saklatvala, très populaire parmi les travailleurs, représentait un danger pour la bourgeoisie. Les détenteurs du pouvoir tentent d'appâter Sak afin de le faire sortir du PCGB. Ils lui proposent des fonctions lucratives au sein du gouvernement; ils vont même jusqu'à lui proposer le poste de sous-secrétaire d'Etat pour l'Inde. Naturellement, Sak refuse, ce qui le place encore davantage dans la ligne de mire de la Special Branch, les services de renseignements intérieurs. Ses mouvements sont étroitement surveillés, son courrier est ouvert et sa maison fouillée.

Aux élections suivantes, en 1923, l'affaire devient particulièrement sale. La presse traite le district de Battersea de «petit Moscou» et de «centre nerveux du mouvement communiste». Les supporters de Saklatvala sont accusés de recourir à des tactiques terroristes lorsqu'ils visitent les meetings de son adversaire pour engager la discussion. A ces élections, Sak perd son siège de parlementaire

avec une marge d'à peine 186 voix. Mais en 1924, comme candidat ouvertement communiste cette fois, il regagne ce siège — avec le soutien de la section locale du Labour Party. Les instances nationales du Labour, par contre, l'avaient entièrement laissé tomber. Elles avaient décidé juste avant les élections d'exclure tous les communistes du parti. Lorsqu'un an plus tard, la section de Battersea du Labour party continue à laisser Saklatvala travailler

sous son aile, tous ses membres sont exclus sans pardon.

Nous sommes en 1925, à la veille d'une importante grève générale. Saklatvala est un des premiers à être arrêté pendant cette grève. Il est embarqué alors qu'il donne un speech à Hyde Park. Libéré sous caution, il est condamné quelques jours plus tard, en référé, à deux mois de prison.

Source : «Lalkar», mensuel de l'Indian Workers Association



Shapurji Saklatvala. La bourgeoisie a essayé — en vain — de l'acheter, afin qu'il quitte le Parti communiste.

La lutte des classes au Parlement

Pendant toute la durée de son mandat parlementaire, Shapurji Saklatvala a montré comment il faut travailler pour la classe ouvrière dans un parlement bourgeois. Un contraste frappant avec l'activité parlementaire du parti travailliste (Labour Party), social-démocrate. Saklatvala a non seulement fait impression sur les travailleurs mais aussi sur la bourgeoisie qu'il attaquait. L'hebdomadaire du PCGB le décrit ainsi : «Alors qu'il ne parlait que depuis quelques minutes, le Parlement, presque vide, s'est rempli jusqu'à devenir comble, y compris sur les bancs du gouvernement. Même le Premier ministre est venu écouter cet écho

authentique de la lutte de classe, si rarement entendu en ce lieu.» Mais en même temps, Sak a continué à s'attirer la haine de la bourgeoisie. Lorsqu'il a voulu se rendre en visite parlementaire aux Etats-Unis, durant l'été 1925, la presse et les conservateurs ont exercé une pression telle que le secrétaire d'Etat américain a retiré le visa déjà accordé. Et après une visite réussie en Inde, le gouvernement britannique a décidé de retirer pour toujours le passeport de Saklatvala pour son pays natal ! Mais ni la répression, ni l'influence de la politique bourgeoise, ni les tentations de la high society ne sont parvenues à détourner Saklatvala de son attitude et ses

principes communistes. Lorsqu'on lui demandait son opinion sur la relation entre le travail parlementaire et le recours à la violence, Saklatvala répondait sans détour : «Les communistes soulignent que la classe des capitalistes va résister aux ouvriers et que les ouvriers (...) doivent se préparer à briser la résistance capitaliste au moyen d'actions de masse. Cela ne signifie pas que le PCGB ne soit pas prêt à utiliser le Parlement (...) jusqu'à la limite des possibilités (...) [Mais] le PC met principalement l'accent sur l'organisation des travailleurs en dehors du Parlement, car la lutte des classes est inévitable.»

EN BREF

Pérou

Sentier Lumineux à l'offensive

Le mouvement de libération péruvien a développé une importante offensive ces dernières semaines. Le 26 juillet, une voiture piégée explose devant le siège de la police qui protège le parlement. Le 29, une attaque frappe la maison du général Manuel Varela Gamarra, chef d'état-major de l'armée pour la région de Huallaga. Le 1er août, des guérilleros exécutent un administrateur de San Martin (bidonville de Lima), qui collaborait activement avec la dictature. L'International Herald Tribune remarque qu'il s'agit d'actions bien coordonnées frappant des objectifs stratégiques très sensibles. Le journal indique aussi qu'à la suite de ces attentats, le général Carlos Domínguez, chef de la police antiterroriste a été licencié. Après l'arrestation du président Abimael Guzman et une tentative de faire exploser le mouvement de l'intérieur par des infiltrés et des traîtres, les "experts en terrorisme" de la CIA et de la dictature doivent admettre à présent que le Sentier a rétabli son unité autour d'une direction révolutionnaire et qu'il est reparti à l'offensive (International Herald Tribune, 6.8.96)

Cuba

Croissance malgré l'embargo

En dépit de la persistance de l'embargo des USA, le Produit national brut cubain a augmenté de 9,6 % durant le premier trimestre de cette année. La récolte de sucre de l'année 95-96 dépasse de 33% celle de l'an passé. Les revenus du tourisme ont augmenté de 38 % au premier trimestre. La production de nickel a connu une hausse de 31 %. L'ensemble de la production industrielle a progressé de 10,9 %. Le vice-président Carlos Lage a déclaré que le renforcement de l'embargo complique la croissance mais ne peut l'empêcher. Mais la situation économique et sociale de Cuba reste très difficile. Il subsiste un manque de devises, qui ne permettent de d'acheter un tiers du carburant. (L'Echo, 6.8.96)

Etats-Unis

Clinton réduit l'assistance sociale

Sous la pression de l'opposition républicaine, Bill Clinton a brutalement amputé le système d'assistance sociale instauré il y a 61 ans. Pour qu'un Etat reçoive des subsides en faveur de l'assistance sociale, il faudra qu'il ait remis au travail la moitié de ses assistés dans les deux ans. Les chômeurs ont donc de grandes chances d'être exclus après deux années d'assistance ininterrompue. Sur l'ensemble d'une vie, on ne pourra pas émerger plus de cinq ans de la caisse d'assistance. Aux jeunes non mariés, on pourra refuser l'assistance.

Clinton présente sa réforme comme une «stratégie économique convenable». (De Morgen 2.8.96) Effectivement, elle chassera vers le marché de l'emploi une masse de gens désespérés et sans revenus, faisant chuter encore les salaires les plus bas. L'évolution des Etats-Unis prouve le caractère sans issue de la politique de l'Union européenne. Au nom de la concurrence avec les Etats-Unis «où les charges sociales du travail sont plus basses», on démolit chez nous les cotisations sociales patronales et toute la Sécurité sociale. mais entre-temps, les Etats-Unis eux-mêmes détruisent leur système social déjà misérable. La spirale de la concurrence est une voie sans issue.



Si le barrage des Trois Gorges avait été en opération, le niveau des eaux aurait baissé de plus d'un demi-mètre à Wuhan et cette différence aurait été décisive.

La Chine inondée

Le barrage projeté aurait pu l'empêcher

Le fleuve Yangtze est sorti de son lit le mois dernier. Conséquence : un énorme ravage. Pour atténuer de telles catastrophes, un barrage est en construction. La BRT a consacré une émission contre ce projet.

Tony Busselen

La BRT a reçu un prix international pour ce reportage, diffusé dans l'émission "De Wereld" (Le Monde). Le barrage des Trois Gorges (c'est le nom qu'il porte) est présenté par la BRT comme un exemple de la mégalomanie des dirigeants chinois et comme un projet qui aurait des conséquences désastreuses pour les paysans et pour l'écologie. La réalité est bien différente. Jiang Liping, responsable du siège de Pékin de la Banque Mondiale, qualifie le projet «d'épine dorsale du programme

chinois de contrôle des inondations. Le projet peut garantir que les inondations qui se produisent à présent tous les dix ans, n'auraient plus lieu, au maximum, qu'une fois par siècle». Yuan Guolin, vice-président de la société qui gère le projet, a déclaré que si le barrage des Trois Gorges avait été opérationnel, le niveau des eaux dans la ville très peuplée de Wuhan aurait été plus bas d'un demi-mètre à un mètre. Une différence décisive. Une des plus graves accusations du reportage de la BRT, c'est que ce projet coûterait trop cher (24 milliards de dollars) et

qu'un million de gens serait forcé de déménager. Mais à présent, on voit que ces chiffres sont bien raisonnables en comparaison des dommages subis.

Un désastre tous les dix ans...

Les inondations de juillet ont coûté la vie à 1.760 personnes au moins, deux millions de gens sont sans-abri et des milliards de dollars ont été perdus dans l'agriculture, l'industrie et les habitations. En outre, cette inondation n'était pas exceptionnelle en ce qui concerne le Yangtze. La plus grave catastrophe du siècle s'y est produite en 1954 : 30.000 morts, 19 millions de sans-abri !

Données : The International Herald Tribune, 7 août 1996.

Pétrole : USA contre Europe

Clinton a signé la proposition de loi D'Amato qui veut pénaliser les firmes non américaines violant l'embargo US qui frappe l'Iran, l'Irak et la Libye. La firme française Total est une des cibles visées par D'Amato. Cette société a signé le premier contrat pétrolier après la révolution de 1979 et continue d'y investir. D'Amato lui a lancé un avertissement : «Tout contrat par lequel l'Iran veut développer son secteur énergétique est considéré comme une menace directe pour la sécurité nationale des USA».

Les gouvernements européens ont à leur tour menacé les firmes US de représailles si la loi était appliquée. La réaction japonaise ? Encore plus forte. (International Herald Tribune, 7.8.96) Des réformistes comme Ricardo Petrella rêvent d'une "communauté internationale" unie recherchant un nouvel ordre mondial, basé sur les droits de l'homme. Mais la dure réalité confirme au contraire la théorie marxiste : la caractéristique principale des rapports entre blocs impérialistes, c'est l'opposition et non la coopération.

Economies meurtrières

17 millions de gens (dont 9 millions d'enfants) sont morts l'an passé de maladies contagieuses. Cette mortalité croissante due à des maladies assez faciles à soigner concerne le Sud, mais aussi le Nord. Elle découle des économies réalisées partout dans les soins de santé. Ce ne sont pas les plus grands tueurs qui reçoivent le plus d'attention médiatique. Le sida a tué un million de gens l'an dernier, le virus Ebola 250.000 et la maladie des vaches folles quelques personnes. Mais les infections des voies respiratoires supérieures (dont la tuberculose) ont tué 4,4 millions de personnes, la diarrhée 3 millions et la malaria 2 millions. (Straal, 5.6.96)

A la mémoire de Mzee Abdul Rahman Babu

Grand révolutionnaire et anti-impérialiste tanzanien

Ludo Martens

Le camarade Mzee Abdul Rahman Babu est décédé mardi 6 août à Londres. Il joua un rôle important dans la lutte anticoloniale au Zanzibar, puis dans la Tanzanie indépendante.

Sous l'influence de la révolution chinoise, Mzee Abdul Rahman Babu prôna une politique anti-impérialiste révolutionnaire qui devait aboutir à la construction d'une société tanzanienne indépendante et so-



Mzee Abdul Rahman Babu

cialiste. Il affronta la politique petite-bourgeoise, pseudo-socialiste de Nyerere et d'autres partisans d'un "socialisme africain".

Dans son livre «Socialist Africa or 'African socialism'», il défendait, en partant de sa propre expérience, les principes universels du marxisme et y dénonçait les agents de l'impérialisme qui combattent le marxisme et prétendent inventer un socialisme "nouveau", "typiquement africain".

Le livre de Babu occupe toujours une place importante dans la littérature révolutionnaire et socialiste africaine. Vous pouvez en obtenir une copie en écrivant au Secrétariat national du PTB.

Véritable internationaliste, le camarade Babu suivait depuis plus de dix ans les activités du Parti du Travail de Belgique. Il était un ami, que j'ai rencontré pour la dernière fois en avril 1994 lors du Congrès Panafricain de Kampala, où cette photo a été prise.

Chine : pourquoi la bombe ?

Déclaration du gouvernement chinois *

Le 29 juillet 1996, la Chine a effectué avec succès un essai nucléaire. Elle observe depuis le 30 juillet un moratoire en matière d'essais. Dans la déclaration que nous publions ci-dessous, le gouvernement chinois explique la politique suivie en ce domaine et lance un appel aux autres pays en vue d'un désarmement nucléaire mondial.

«Grâce aux efforts qu'elle a déployés au cours de plus de trois décennies qui ont suivi son premier essai, le 16 octobre 1964, la Chine a réussi à se doter d'une force d'auto-défense nucléaire aussi compétente qu'efficace. De nombreux travailleurs et scientifiques, désireux de compter sur leurs propres forces et d'œuvrer d'arrache-pied à la prospérité du pays, ont fait preuve de dévouement et d'abnégation. Ils ont travaillé dans des conditions extrêmement difficiles à la mise au point et au développement des armes nucléaires de la Chine. Ce qui a renforcé le moral de la nation chinoise et renforcé la puissance du pays pour s'assurer la paix.

La Chine poursuit sans relâche une politique étrangère d'indépendance et de paix; elle préconise depuis toujours l'interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires. Des condi-

tions historiques déterminées ont forcé la Chine à développer des armes nucléaires.

A l'époque moderne, la nation chinoise, plongée pendant plus de cent ans dans des malheurs indicibles, a été plusieurs fois victime des agressions et des vexations des puissances étrangères. Elle a vécu longtemps dans le désastre de la guerre. Après l'avènement de la Chine nouvelle, elle demeurait exposée à la menace de conflits, y compris nucléaires. Elle n'avait pas le choix si elle voulait assurer sa survie et son développement.

Le peu d'armes nucléaires mises au point par la Chine ne visent pas à menacer les autres pays, mais servent uniquement à des fins défensives. En développant des armes nucléaires, la Chine cherche aussi à sauvegarder la paix mondiale, à faire échouer le chantage et la menace nucléaires, à



De nombreux travailleurs et scientifiques ont fait preuve de dévouement pour construire les armes nucléaires chinoises. La Chine est le seul pays à s'être engagé de ne pas utiliser la bombe la première ou contre un pays non nucléaire.

prévenir une guerre atomique et à détruire enfin les armes atomiques. Dès le premier jour où la Chine est entrée en possession de ce genre d'armes, elle a déclaré solennellement qu'elle ne serait, à aucun moment et en aucune circonstance, la première à utiliser ces armes. Par ailleurs, elle a pris incondition-

nellement l'engagement de ne pas recourir ou menacer de recourir aux armes nucléaires contre les pays et les zones qui en sont dépourvus. La Chine est l'unique pays doté d'armes nucléaires à avoir pris cet engagement. La Chine n'a jamais déployé, hors de ses frontières, d'armes nucléaires, ni utilisé ou menacé d'utiliser des armes nucléaires contre les autres pays.

Le gouvernement chinois lance un appel aux divers pays du monde, en particulier aux Etats nucléaires, pour :

1. Que les puissances nucléaires renoncent à leur politique de dissuasion nucléaire et que les pays dotés d'arsenaux nucléaires colossaux continuent à réduire massivement leurs armements nucléaires.
2. Que tous les pays ayant des armes nucléaires s'engagent à ne pas les utiliser en premier, à aucun moment et en aucune circonstance, et qu'ils contractent l'obligation

de s'abstenir inconditionnellement de recourir ou de menacer de recourir aux armes nucléaires contre les pays sans armes nucléaires et les zones exemptes d'armes nucléaires.

3. Que tous les pays ayant déployé des armes nucléaires hors de leurs frontières les rapatrient dans leur totalité.

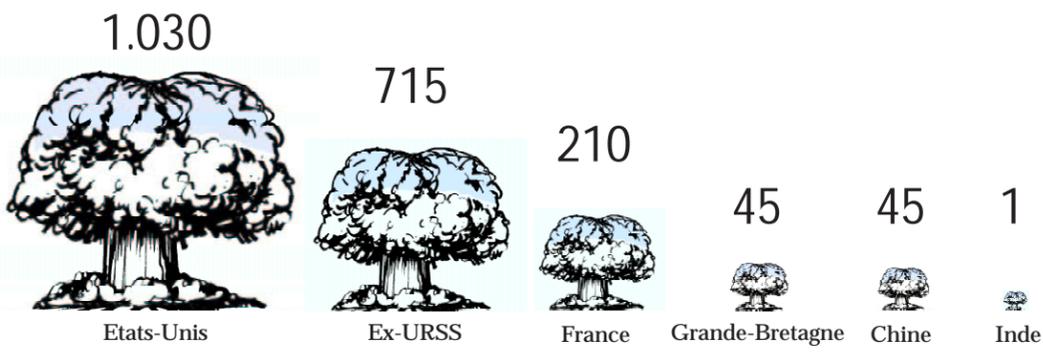
4. Qu'aucun pays ne procède au développement ni au déploiement du système d'armement spatial et des systèmes défensifs de missiles préjudiciables à la sécurité et à la stabilité stratégiques.

5. Que les divers pays dans le monde entament les négociations en vue de conclure une convention internationale sur l'interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires.

Débarrasser notre planète des armes nucléaires, voilà une aspiration ardente de tous les peuples du monde».

* Déclaration du 29 juillet 1996, légèrement abrégée.

2046 essais nucléaires depuis 1975



Un arbre pour le dernier essai nucléaire chinois

Interview du professeur Pierre Piérart

Thérèse Michels

6 août, 8 août, Hiroshima, Nagasaki. A Mons, au parc Ibakusha, comme chaque année, on plante des arbres. Un arbre pour chaque essai nucléaire. C'est la manière de réagir choisie par le professeur Piérart et ses amis de l'Association médicale pour la prévention de la guerre nucléaire (AMPGN). En même temps, une exposition scientifique montre les effets dramatiques, de 1945 à nos jours, de la bombe atomique au Japon. C'est ici aussi que sera accueillie la course "Abolition 2000", venant de Londres, et qui revendique l'abolition totale de tous les arsenaux militaires nucléaires dans le monde. Nous avons demandé au professeur Piérart de commenter le dernier

accord d'interdiction des essais nucléaires.

L'Inde a refusé de se rallier au Traité d'interdiction totale des essais nucléaires (CTBT). Pourquoi ?

Pierre Piérart. Le Traité n'a pu être approuvé ce 28 juin (date-butoir) par les cinq puissances concernées. L'Inde a défendu ceci : «Tant qu'il n'y a pas, dans le préambule, une position très ferme sur le désarmement nucléaire, ainsi qu'un agenda pour le réaliser, nous refusons». L'arrêt des essais nucléaires n'empêche pas les trois puissances occidentales, Etats-Unis, France et Grande-Bretagne, de continuer les recherches (par des expériences partiellement nucléaires et par simulation sur ordinateur) et donc

de continuer à fabriquer des bombes. Avec leurs nouvelles technologies, ces trois puissances auront donc le monopole de l'armement nucléaire.

Pourtant, la non-signature du Traité serait une catastrophe à mes yeux, car c'est un premier pas. Mais je serais pour un compromis plus sévère, entre le souhaitable et le réalisable. Le compromis actuel est plus proche des souhaits occidentaux que de ceux des pays non-alignés comme l'Inde et même la Chine.

La Chine a décidé d'arrêter définitivement ses essais nucléaires. Comment jugez-vous la position chinoise ?

Pierre Piérart. Nous avons toujours réagi contre l'ensemble des

essais nucléaires. Mais il faut souligner que le programme nucléaire chinois ne signifie presque rien à côté de celui des Etats-Unis. Les Chinois ne sont responsables que de 2 % de l'ensemble des essais. La Chine voulait obtenir une clause d'exception pour les explosions nucléaires "pacifiques", mais a accepté d'abandonner. Elle refuse les explosions hydro-nucléaires, qui alimentent les simulations. Mais surtout, des cinq pays procédant à des essais nucléaires, la Chine est le seul à donner des garanties de sécurité (ne pas utiliser l'arme nucléaire contre des pays qui ne la détiennent pas). Et la Chine s'est engagée à ne jamais utiliser l'arme nucléaire en premier. Cela veut dire qu'elle ne l'utiliserait que si elle était attaquée par l'arme

nucléaire. C'est donc le seul pays qui possède la bombe pour dissuader de façon honnête.

D'Hiroshima à Sarajevo

Pierre Piérart est l'auteur, avec Wies Jaspers, du livre «D'Hiroshima à Sarajevo, la bombe, la guerre froide et l'armée européenne», EPO, 1995. Les auteurs y démontrent notamment que le bombardement d'Hiroshima était avant tout destiné à faire peur aux Soviétiques...

Le sommet G-7 lance une croisade "antiterroriste"

La solidarité avec les mouvements de libération n'est plus tolérée

Au récent sommet de Paris, les ministres des Affaires étrangères des sept principaux pays industrialisés, rejoints par la Russie, déclarent, sous la pression des Etats-Unis, la guerre totale au "terrorisme". Ce nouvel ennemi est devenu le prétexte par excellence pour démanteler les droits démocratiques.

Jeanne Leblanc

Le G-7 (Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Angleterre, Italie et Canada) et la Russie ont approuvé, à l'unanimité, un paquet de 25 mesures. Depuis les années 80 et surtout depuis la disparition de "la menace de l'Est", on se sert du terrorisme comme prétexte pour démanteler les droits démocratiques, renforcer l'appareil de répression et lutter contre les organisations révolutionnaires. L'accident du Boeing TWA, le 17 juillet, et l'attentat à la bombe d'Atlanta sont mis en exergue dans le monde entier comme des attentats terroristes dans le but de rendre cette politique acceptable aux yeux de l'opinion publique.

Dans le document raciste de l'armée belge, dont Solidaire a publié des extraits la semaine passée, l'espionnage et la criminalisation de la communauté immigrée sont justifiés notamment à partir de leur possible soutien aux «sabotage, provocation et terrorisme». En Turquie, les membres du groupe musical Yorum sont arrêtés sous l'accusation de terrorisme. Leurs habitations sont considérées comme des points d'appui terroristes et transformées en postes de police. Aux Pays-Bas, José Maria Sison, le dirigeant historique de la révolution national-démocratique aux Philippines, est, sous la pression américaine, menacé d'expulsion parce qu'il "entretient des contacts avec des groupes terroristes".

Toutes ces mesures, qui rencontrent toutefois une résistance accrue et qui sont souvent difficilement justifiables dans le cadre des législations nationales, seront couvertes à l'avenir par de nouvelles mesures antiterroristes incorporées dans des accords internationaux. Le point le plus avancé et directement copié de la nouvelle législation anti-terroriste américaine, est le fait que même le soutien à des projets humanitaires et culturels d'organisations taxées de terroristes devient punissable. A Paris, on a mentionné explicitement l'ETA, l'IRA, le PKK et l'organisation révolutionnaire turque DHKP.



Gravure sur bois de l'artiste belge Frans Masereel (années 30) : la bourgeoisie est inquiète. Elle n'est pas sûre que les ouvriers avaleront sa politique de crise, les forces de l'ordre interviennent de plus en plus brutalement. L'histoire se répète.

Au quotidien français "Le Parisien", le ministre français des Affaires étrangères Hervé de Charette a donné quelques commentaires au sujet des 25 mesures que le G-7 veut voir appliquées dans le monde entier : «La surveillance et, éventuellement, l'interdiction de certaines organisations caritatives, culturelles ou sociales (...) qui servent de couverture à des activités terroristes; la lutte contre les moyens de cryptage privé sur les réseaux en ligne comme Internet pour empêcher les terroristes de communiquer discrètement entre eux; le renforcement des dispositions concernant l'extradition, même en l'absence de traité. Il s'agit d'envoyer un signal politique fort aux gouvernements du monde et aux opinions publiques...».

Le journal Le Monde (1) y ajoute encore quelques points : «Renforcement des contrôles aux frontières et sur la délivrance des documents d'identité et de voyage; empêcher que l'asile politique et l'accueil de réfugiés ne soient détournés à des fins terroristes; prévenir ou prendre des mesures pour empêcher le financement de terroristes ou d'organisations terroristes y compris par l'intermédiaire d'organisations qui ont aussi un but caritatif, culturel ou social; intensifier les échanges d'information sur les mouvements internationaux de fonds soupçonnés d'être destinés à des organisations terroristes; améliorer les échanges d'informations de base sur les personnes et les organisations soupçonnées d'activités liées au terrorisme...».

Toutes ces mesures antiterroristes doivent être rejetées. La Belgique ne peut les reprendre dans sa législation ni les mettre en pratique.

Opération "Rebel" : la gendarmerie fiche un demi million de Turcs

A l'occasion du G-7, Le Soir publie une interview d'un spécialiste antiterroriste belge, qui a souhaité garder l'anonymat. Il lie le terrorisme politique et la criminalité noire. «L'effondrement du bloc de l'Est a privé un certain nombre de mouvements de leurs principaux sponsors. Quelques nations continuent à soutenir certains groupes. (...) D'autres (ou parfois les mêmes)

ont clairement choisi la voie du banditisme pour assurer leur financement. Racket et extorsion, trafic d'armes ou de drogue, banditisme pur : voilà leurs voies de financement. Il est certain que la frontière entre terrorisme politique et banditisme est de plus en plus ténue.» (1)

Nous devinons que ce spécialiste antiterroriste anonyme n'est autre qu'André Vandoren. Dans les années 80, le premier substitut André Vandoren était chargé du dossier des CCC. Il dirigeait alors le "groupe antiterroriste mixte" (GAM). Le GAM rassemblait des spécialistes des services de police et du renseignement pour centraliser toutes les informations sur le terrorisme. (2) Dans son discours inaugural, prononcé lors de l'ouverture de la nouvelle année académique 95-96 à l'Ecole royale de la gendarmerie à Bruxelles, André Vandoren dit presque textuellement ce qu'on retrouve dans Le Soir : «Depuis la chute du Rideau de fer et l'effondrement du bloc communiste, beaucoup de mouvements subversifs et/ou terroristes ont perdu leur "sponsor". A présent, ces organisations cherchent leur salut dans des modes de financement tels que le racket, des attaques à main armée, du commerce d'armes et même le trafic de drogue. (...) La frontière entre le terrorisme et le crime organisé s'estompe de plus en plus.» (3) Pour étayer cette thèse, Vandoren cite plusieurs exemples et n'hésite pas à accuser le PKK kurde de trafic de drogue pour financer ses activités.

Cette technique de criminalisation des organisations révolutionnaires du tiers monde rend possible et acceptable aux yeux de l'opinion publique la collecte d'informations à grande échelle et la répression. La véritable portée de tout cela s'est révélée encore récemment lors de l'Opération "Rebel". Ces deux dernières années, le sommet de la gendarmerie a rassemblé secrètement et illégalement, à partir de différentes banques de données des autorités et du secteur privé, des données personnelles sur près de cinq cent mille Turcs et Belges d'origine turque. Le "projet Rebel" a été lancé en 94 à partir du Bureau central des Recherches de la gendarmerie. Il s'inscrit dans les aspirations du commandant du corps armé De Ridder de s'attaquer de manière systématique à "la criminalité organisée". (4) De Ridder et tous les officiers et magistrats qui ont lancé et couvert ce "projet Rebel" doivent être licenciés. La gendarmerie est en premier lieu un instrument de répression contre la population et c'est pourquoi elle doit être démantelée.

1. Le Monde, 1 août 1996. 2. Le Soir, 31 juillet 96. 3. Jos Vander Velpen, "De CCC, de staat en het terrorisme", EPO, 1986, p 85 et 151. 4. Gazet Van Antwerpen, 16 octobre 1995. 5. Walter De Bock, De Morgen, 24 juin 1996.

Plan "antiterroriste" en action pendant la guerre du Golfe

Démanteler les droits démocratiques des immigrés et des militants antiguerre

Avant et pendant la guerre du Golfe, une campagne antiterroriste a été menée aux USA et en Europe pour appuyer cette agression contre l'Irak. Droits démocratiques limités, appareil de répression en état d'alerte. Et surtout, les immigrés considérés comme des terroristes potentiels. Les 25 mesures adoptées à Paris (voir p. 16) renforceront cette répression.

Jeanne Leblanc

15 janvier 1991. Le bombardement nocturne de Bagdad marque le début de la guerre du Golfe, qui a coûté la vie à des centaines de milliers d'Irakiens. Tobback, le ministre de l'Intérieur de l'époque, confirme dans *De Morgen* du 12 janvier l'existence d'un "plan de crise" en trois phases. La phase un a été mise en application dès le 2 août 1990. Elle entraîne une vigilance accrue. Sous la direction du ministère de l'Intérieur, une coordination regroupe services civils, politiques et militaires, gouverneurs de province, Sûreté, gendarmerie, armée et corps de police en premier lieu de Bruxelles et d'Anvers. (1)

Deux Belges dans chaque café immigré

La phase deux entre en action le 17 janvier 91. La *Gazet Van Antwerpen* écrit ceci : «Maintenant que l'ultimatum des Nations unies à l'égard de l'Irak est expiré, la phase deux du plan d'action "Golfe" est déclenchée (...) provisoirement, la phase d'une vigilance accrue disparaît pour faire place à la phase deux, pendant laquelle la vigilance



Dès les premiers bombardements américains en Irak, la Ligue anti-impérialiste, le PTB et tous ceux qui s'opposent à cette "guerre pour le pétrole" descendent dans la rue. La phase deux du plan antiterroriste du gouvernement entre alors en action. Particulièrement visés : «la communauté musulmane» et «tous les cercles pro-irakiens possibles».

est si nécessaire encore accrue et pendant laquelle la collecte d'informations est accélérée.» Plusieurs immigrés de Bruxelles signalent que dans les cafés arabes, où on ne voyait jamais des Belges, on aperçoit à présent constamment un ou deux Belges en train de siroter du thé à la menthe. Un "contact" actif et intensifié s'établit aussi entre les forces de répression et la population. C'est le cas aussi bien à Molenbeek, St-Gilles, Schaerbeek et St-Josse. (2)

Le *Standaard* du 16 janvier 91 explique cette collecte d'informations accélérée comme suit : «A Bruxelles, tout semble calme. La communauté musulmane réagit de manière résignée à la crise du Golfe. Il n'y a aucune propagande. Les services antiterroristes tiennent évidemment compte du fait que des terroristes peuvent surgir ailleurs. C'est pourquoi il est

nécessaire de tenir strictement à l'œil tous les cercles pro-irakiens possibles.

On fait également appel à des services de surveillance privés et certaines entreprises prennent des mesures contre leur employés. Ainsi, dans l'entreprise Caterpillar, les travailleurs d'origine arabe sont fouillés et deux travailleurs arabes travaillant à une place "sensible" sont déplacés.

Gendarmerie et armée surveillent les points sensibles et les quartiers immigrés

La *Gazet Van Antwerpen* du 18 janvier écrit : «Le plan d'action "Golfe" pour les services de sécurité intérieurs est entré, après 1 h jeudi matin, dans la phase trois.

Cela signifie que certains objectifs à risque sont surveillés en permanence et que l'armée peut être réquisitionnée sur demande du gouverneur de la province ou de la gendarmerie. Une autre proposition consiste en la demande de la gendarmerie d'envoyer si nécessaire plus de patrouilles dans les communes bruxelloises où habitent beaucoup d'étrangers. On craint en effet que l'agression puisse s'accroître lorsqu'éclate la violence dans le Golfe. Les patrouilles circuleront à St-Gilles, Schaerbeek et Molenbeek. Finalement, on écoutera aussi attentivement les radios arabes libres dans notre pays et les appels plus ou moins subversifs, les expressions pro-irakiennes, des indications terroristes, etc.»

Et le même jour, *De Morgen* écrit : «Pour le grand public, la différence entre les phases deux et trois sera à

peine perceptible. Elle consiste en ce que des objectifs militaires mais aussi civils, cibles possibles d'actions terroristes, soient soumis à une surveillance encore renforcée et permanente de deux pouvoirs publics qui agiront de concert, à savoir la gendarmerie et l'armée. La dernière fois que la phase trois a été déclenchée date de fin 1985/début 1986, lorsque la bande du Brabant et les CCC provoquèrent, dans un climat électoral, un grand malaise parmi le grand public. La présence de patrouilles de surveillance, composées de paras et de gendarmes, était alors très visible, jusque devant des bâtiments syndicaux et de partis à Bruxelles.»

1. *Gazet Van Antwerpen*, 17 janvier 1991. 2. *Gazet Van Antwerpen*, 18 janvier 1991.

Mobilisation autour des points sensibles

Le plan antiterroriste français Vigipirate décrit par Le Monde

En France, le plan antiterroriste durant la guerre du Golfe a été baptisé Vigipirate. La ressemblance avec les mesures prises en Belgique saute aux yeux. La défense contre des attentats terroristes possibles n'est qu'un alibi officiel pour appliquer un genre d'état d'urgence afin de soutenir l'agression contre l'Irak. De tels plans, décrets et lois pour amputer sévèrement les droits démocratiques constitutionnels existent dans tous les pays de l'Otan

et sont prêts à l'usage.

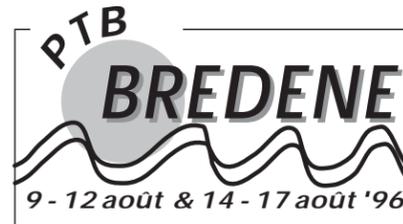
Le *Monde* du 24 janvier 91 le décrit comme suit : «Vigipirate consiste en une mobilisation progressive mais générale autour de la sécurité des "points sensibles", évalués au départ à trois mille. Il comporte quatre phases - "Alarme", "Pirate", "Vigipirate simple", "Vigipirate renforcé" — dont la mise en oeuvre est décidée par le premier ministre. Les préfets chargés de l'appliquer sont déjà confrontés à la question

militaire. Le nombre de "points sensibles" à protéger leur pose en effet un problème d'effectifs. La tentation est alors grande de se tourner vers l'armée. (...) La France, qui fait la guerre dans le Golfe, est-elle déjà entrée en guerre dans l'Hexagone ? La question est crûment posée par certains responsables policiers qui s'inquiètent de la logique sous-jacente de Vigipirate. Ces appréhensions sont aujourd'hui

d'hui d'autant plus répandues que Vigipirate a commencé par tromper son monde. Le dévoilement de son existence, une semaine avant le déclenchement des hostilités dans le Golfe, a laissé croire qu'il s'agissait d'un dispositif classique de prévention des risques d'attentat, semblable à ce qui avait été mis en place par le ministère de l'Intérieur lors de la vague parisienne de 1986. Or il n'en est rien. Vigipirate est un plan d'exception,

sans précédent récent, qui, de plus, n'a pas été conçu place Beauvau. C'est à la demande du premier ministre que, fin décembre, M. Guy Fougier, ancien préfet de police de Paris, en charge du secrétariat général de la défense nationale, a sorti de ses cartons un plan de défense civile élaboré en 1978-1979. Son objectif est, en théorie, de prévenir une entreprise de déstabilisation intérieure menée par une puissance étrangère.»

«Pouvons-nous rester pour le second camp ?»



Déjà 400 visiteurs aux journées de rencontre du PTB à Bredene (jusqu'au 17 août)

«Nous nous étions inscrits pour le premier camp mais c'est si chouette ici que nous aimerions aussi participer au second camp. Est-ce possible ?» Un enthousiasme que partagent beaucoup de participants au camp d'été du PTB à Bredene. Le second camp se prolonge jusqu'au samedi 17 août au soir. Les participants d'un jour sont également les bienvenus.

An Lenaerts

Quatre cents personnes ont déjà participé au camp les trois premiers jours. Parmi eux, beaucoup de nouveaux visages, des gens qui veulent mieux connaître le PTB. Qu'en pensent-ils ?

Jean, 48 ans, vient du Brabant wallon. Il a reçu le programme lors du barbecue du PTB pour les Forges de Clabecq. Il est venu ici avec Jacqueline, abonnée à Solidaire depuis quelques années. «Le programme nous plaisait, donc nous nous sommes inscrits. Nous avons suivi les conférences sur "Le socialisme est supérieur", une formule intéressante, en petits groupes. J'ai déjà appris beaucoup de choses nouvelles. A un tel camp, on se fait une bonne idée

générale du parti, dans tous ses aspects.»

Jacqueline n'aime pas trop les grands rassemblements, avec autant de monde, mais les choses se passent bien. «Je lis Solidaire, donc ce que j'entends ici n'est pas vraiment nouveau pour moi. Je pense que je devrais aller à l'université marxiste d'été.»

Daniel étudie au conservatoire de Liège. «Depuis mars, je suis abonné et lorsque j'ai trouvé le dépliant de Bredene dans le journal, cela m'a directement intéressé. Je trouve la combinaison de conférence et de temps libre idéale. On apprend ici à connaître personnellement une série de gens du PTB; je trouve cela très important. La visite à Oostduinkerke était très intéressante : nous



Les enfants (et les adultes !) n'avaient jamais vu ça : de l'acrobatie chinoise en musique avec un dragon attachant. Cette équipe belge de Kung-Fu a reçu le 8ème prix d'un concours à Shanghai.

avons vu l'endroit où les résistants ont été assassinés suite à la trahison d'Irma Laplasse et nous avons rencontré la fille d'un des résistants. C'était émouvant. On est touché personnellement.»

Pierre de Malines est ouvrier et a gagné un week-end à Bredene à la fête du 1er Mai. Comme sa femme Jeannine marche difficilement, il n'a pu participer à beaucoup d'activités. «Je ne peux pas laisser ma femme sur le côté. Nous nous sommes baladés un peu. L'atmosphère est très bonne ici. Tout le monde est gentil. Hier soir, ma femme était allée se coucher et je suis passé au bar. Je ne suis pas resté seul cinq minutes. Tout le monde discute volontiers.» Sa femme enchaîne : «Nous pouvons aussi nous promener à la mer. Je n'ai pas besoin d'un hôtel cinq étoiles avec des gens chic. Ici, on

est tous de simples gens et tout le monde s'amuse bien.»

Bouba, originaire de Guinée-Bissau, est venu avec son copain Thierry de Bilzen. «Tout a commencé par un bon accueil. Il y a beaucoup d'ambiance ici, on danse bien, tous les gens sont sympas. A la conférence sur l'enseignement, j'ai appris que les jeunes vont devoir choisir leur type d'enseignement rapidement et qu'ils ne recevront plus un

enseignement général. Tout cela est organisé selon les lois du grand capital. J'ai constaté aussi que les problèmes en France et en Belgique sont les mêmes.»

Timothy a 17 ans et a pris part au Camp-créa. «Tout le monde est accueillant. Un il a un grand choix d'activités intéressantes.»

Vous voulez encore y participer ? C'est possible jusqu'au 17 août inclus.

Bredene en pratique

• Où, quand et à quel prix ?

Domaine "Blutsyde", Koerslaan 61, 8401 Bredene.
Du mercredi 14 (16 h) au samedi 17 août (19 h)
Adultes : 800 F/jour, 2.600 F/4 jours. Jeunes (13 à 18 ans) : 640 F/jour, 2.080 F/4 jours.
Enfants (3 à 6 ans) : 480 F/jour, 1560 F/4 jours.

• Comment y arriver ?

En train jusqu'Ostende. Ensuite, le tram de la côte en direc-

tion de Knokke/Le Coq. Descendre à Bredene/Hippodrome. La Koerslaan donne sur l'arrêt du tram.

En voiture jusqu'Ostende. Ensuite, suivre la Koninklijke Baan en direction du Coq (De Haan). A la sortie du village de Bredene, à l'arrêt du tram Hippodrome, à droite.

• Renseignements ?

Téléphonez au 02/513.77.60 pendant les heures de bureau.



Visite aux tombes des résistants assassinés par les nazis suite à la dénonciation d'Irma Laplasse.



Bredene, c'est du sport, des jeux, des films, de la détente, des conférences et de délicieux repas. Anne prépare ici des bouchées au poisson pour 360 affamés !

Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.

Fierté ouvrière

Je vous écris au nom de mes collègues ouvriers paveurs bruxellois de Belgacom. S'il y a un travail dur, insalubre et dangereux, c'est bien celui qui consiste à la pose de tarmac (bitume) en rue. Ce boulot nécessite une qualification, de l'expérience et du courage, ces trois qualités étant à l'actif de mes quatre collègues néerlandophones depuis plus de 20 ans. Jour après jour, ils ont travaillé avec soin et précision, ce qui leur a valu une excellente évaluation. Mais ceci n'a pas empêché notre chef de service de faire une étude et de juger que ce travail avait un système de prime trop coûteux pour être rentable. Moralité : on supprime la pose de tarmac dans notre service et on la confie à un sous-traitant ! Et les quatre ouvriers spécialisés sont conviés à poser des dalles, des briques, des bordures, comme les autres. Ce changement de spécialisation modifie leur façon de travailler et ils perdent environ 2.000 F net par mois. Le tout sans la moindre réaction visible, juste une certaine tristesse et un dégoût sur leurs visages. Mais, Bon Dieu, où est la fierté ouvrière, où est la délégation syndicale ? Où est la camaraderie, la solidarité ? C'est la guerre et la loi du plus soumis est de mise. A ce train, je suis persuadé que 80 % d'entre nous sommes en train de partir comme un troupeau de moutons vers l'abattoir.

Un ouvrier de Belgacom Mons

Newspeak

L'auteur anticommuniste George Orwell introduit dans son ouvrage de fiction "1984" le "Newspeak". Ce nouveau langage est la langue officielle de l'Etat fictif d'Océanie, une terrible dictature communis-

te... Selon sa définition, le Newspeak est «un mode d'expression pour la vision du monde et les habitudes mentales des adeptes du socialisme anglais, qui a pour objectif de rendre tous les autres modes de pensée impossibles. Cela se fait entre autres en inventant de nouveaux mots, mais surtout en éliminant les mots indésirables.» Le Ministère de la Guerre devient le Ministère de la Paix, le Ministère de l'Ordre et de la Loi devient le terrifiant Ministère de l'Amour, etc.

Aujourd'hui, le Newspeak est devenu une réalité. Hélas pour Orwell, pas dans les pays communistes, mais dans notre Belgique bien capitaliste. Chacun peut trouver de nombreuses illustrations, jugez vous-même. Depuis longtemps déjà, nos ministères s'appellent Défense (et non de la Guerre), Intérieur (et non de l'Ordre et de la Loi, ou, mieux encore, de la Répression et de la Fascisation), Coopération au Développement (et non de la Promotion des Entreprises Belges dans le Tiers Monde), Affaires Économiques (et non du Patronat), Budget (et non de l'Austérité ou de Maastricht), Finances (et non de l'Exploitation des Travailleurs), Emploi (et non du Chômage)... On ne parle plus de pouvoirs spéciaux, mais de "lois-cadres". La Sécurité sociale n'est pas démolie, ni même réformée, mais "modernisée". Le Plan global est devenu "contrat d'avenir". En Région wallonne, il n'y a plus de décharges, mais seulement des "centres d'enfouissement technique". C'est Big Brother lui-même qui l'a dit...

Thierry Warmoes
Namur

Un voyage inoubliable

En vacances avec "Etudes Marxistes" : un retour dans le temps de 1871 à 1996 et un voyage dans l'espace, des Pays-Bas à la Chine en passant par la Yougoslavie ! Abonné depuis quelque temps au mensuel Etudes Marxistes, j'ai attendu les vacan-

Adieu à Franz Herbig (1914-1996)

Franz était un homme exceptionnel, comme on n'en rencontre que rarement. Lorsque j'ai commencé à travailler en 1990 comme médecin généraliste à la maison médicale "de Bres" à Deurne (Anvers), j'ai été immédiatement frappé par son expérience politique. Il avait déjà 76 ans à l'époque. Tout médecin communiste par le volontiers de politique avec ses patients après la consultation médicale. Avec Franz, c'était chaque fois un événement. Je savais qu'il était communiste jusqu'à la moelle et qu'il était un ami d'Ernst Busch, poète et écrivain antifasciste. Mais ce n'est que maintenant que j'ai appris son véritable parcours. Militant dans les Jeunesses socialistes allemandes (dès 1928), il a dû fuir les nazis en 1933. En 1934, il est arrivé en Belgique. A cette époque, il s'est engagé à Anvers en faveur des victimes de la guerre civile en Espagne. En 1940, il a été arrêté par les nazis et déporté vers les camps de concentration. C'est là qu'il a rencontré Busch. Après avoir

séjourné dans plusieurs prisons de la Gestapo, il s'est évadé et a échappé à la déportation vers Dachau. Malgré la répression de la Gestapo, il a repris la lutte contre le fascisme en Allemagne. En 1945, il est revenu en Belgique avec sa femme et ses enfants. Il est toujours resté politiquement actif.

La chute de l'URSS et des pays de l'Est et la victoire électorale du Vlaams Blok en novembre 1991 l'avaient fortement affecté. Aussi, nos discussions politiques portaient sur la défense du socialisme et la construction du parti. Entre-temps, Franz était tombé gravement malade. Quelques jours après le 1er mai 1996, je lui ai rendu visite à l'hôpital. La première chose qu'il m'a demandée : «Comment la fête s'est-elle déroulée à Bruxelles ? Si j'étais encore plus jeune, je deviendrais membre du PTB.» Avec beaucoup d'entrain, il m'a encore donné des conseils pour le débat avec le ministre Colla (PS). Il est mort dignement, en communiste. Je ne l'oublierai jamais. A son enterrement, nous avons chanté l'Internationale avec ses amis et ses ca-

marades. Le message qu'il nous a laissé est résumé dans ce poème de son ami Bertold Brecht :

Eloge du communisme

Qu'est-ce qui plaide en fait contre le communisme ? Il est raisonnable, à portée de tous. Il est facile. Toi qui n'es pas un exploiteur, tu peux le comprendre. Il est fait pour toi, renseigne-toi sur lui. Les sots l'appellent sottise, et les malpropres, saleté. Il est contre la saleté et contre la sottise. Les exploiters disent que c'est un crime, Nous, nous savons : Il est la fin des crimes. Il n'est pas une absurdité, Mais la fin de l'absurdité. Il n'est pas le chaos. Mais l'ordre.

Il est la chose simple, Difficile à faire.

Lieve Seuntjens

ces pour trouver le temps de le lire. Une véritable découverte ! J'ai dévoré tous les articles ! J'ai commencé par "Nazim Hikmet sur la poésie". La poésie a toujours eu un aspect extraterrestre pour moi. Mais un jour, j'avais reçu un recueil de poèmes d'Hikmet, poète et communiste. Magnifique ! De la prison en Turquie où ce poète était enfermé depuis des années, mon voyage littéraire m'a amené à Amsterdam, à la grève de février 1941 contre l'occupant fasciste. Je passerai le "Manifeste pour une poésie révolutionnaire et internationaliste" à un collègue, qui défend l'idée de la "neutralité" de l'art. "Démocratie contre totalitarisme" : une actualité brûlante, sur la frontière étroite entre démocratie et fascisme. Et puis l'article sur Kitson et sa stratégie anti-

insurrectionnelle. J'ai regardé les photos de John Heartfield et l'article sur Irma Laplace et les revendications de réhabilitation de cette collaboratrice émanant de la droite et des fascistes.

"Une maison à soi" m'a conforté dans mon opposition à ce genre d'achat. De la Commune de Paris, ma lecture m'a conduit à la Première Guerre mondiale. Je me suis penché sur l'histoire de la social-démocratie "dès son origine". «Le parti socialiste doit renouer avec ses origines», me disait un syndicaliste. J'aurai une lecture à lui offrir !

L'article de Ludo Martens "A propos de certains aspects de la lutte contre le révisionnisme" est indispensable à tout communiste. Il me stimule aussi à étudier plus activement, à suivre les débats du parti et à être plus vigi-

lant face à toutes les formes d'opportunisme et de révisionnisme. A l'occasion de la fête du 1er mai, je logeais deux camarades norvégiens. Un d'eux contestait la thèse que la contre-révolution et la restauration du capitalisme trouvent leur origine dans la rupture fondamentale de Khroutchev en 1956. Il disait que Staline avait déjà renié la lutte des classes en 1936. Dans son article, Ludo Martens réfute cette fable. J'ai rougi un peu...

W.L.
Louvain

Un abonnement annuel à Etudes Marxistes coûte 1.500 F. Adressez-vous à Etudes Marxistes, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles. Tél. 02/513.76.73, fax 02/513.98.31.

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il ? Le PTB combat le grand capital : banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB ? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes : leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich : elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du «droit d'ingérence». En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international : la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine ; la construction du socialisme sous la direction de

Staline ; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée ; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (041)64 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Rue Mathieu Laensberg 20, 4000 Liège (041)28 09 49 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Marcinelle.** Rue de la Babotterie 87, 6001 Marcinelle (071)47 64 96 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (041)37 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gp.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Nom et prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Age: _____ Entreprise/Ecole: _____

- Envoyez-moi 5 numéros gratuitement sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

Liste d'attente distincte pour les non-Belges

Discrimination dans l'octroi des logements sociaux à Beringen

Les non-Belges doivent attendre plus longtemps que les Belges pour obtenir un logement social à Beringen. Objectif 479.917 a déposé une plainte au Parquet de Hasselt contre les pratiques racistes illégales de la Société de construction cantonale et a reçu l'appui du Syndicat des locataires limbourgeois et de l'Union turque. Nous avons interviewé quelques collaborateurs d'Objectif 479.917 et du Syndicat des locataires.

Gina Desmedt

Quelles sont les pratiques de la Société de construction ?

Belgin Özgünes (Objectif 479.917). La société cantonale a recours à deux listes d'attente pour l'attribution de logements sociaux aux candidats locataires : une pour les Belges et une autre pour les non-Belges. Les candidats belges reçoivent plus rapidement un logement social que ceux qui sont inscrits sur la liste "ordinaire".

Ainsi, une famille turque figurait en 240ème place de la liste d'attente pour un quartier déterminé. Une fois devenue belge, elle a été informée qu'elle était maintenant sur la liste d'attente des Belges et qu'elle occupait la 16ème position ! Les immigrés ne viennent sur la liste d'attente des Belges que lorsque les deux conjoints ont acquis la nationalité belge.

Anita Ceusters (Syndicat des locataires). La société prétend qu'elle veut favoriser l'intégration et empêcher la formation de ghettos en n'attribuant que 20 logements sur 100 à des immigrés et le reste à des Belges ou à des immigrés naturalisés (devenus Belges). C'est de la blague. On peut aussi bien attribuer les 80 logements restants à des immigrés naturalisés ayant la même origine, et on a aussi un ghetto. Nous avons déposé une plainte sur base de l'article 5, § 1 et 5, du Décret du gouvernement flamand (29/9/94) en matière d'attribution de logements sociaux. Ces textes précisent que l'objectif est d'obtenir un brassage social rendant impossible la formation de ghettos. Le paragraphe fait état du revenu, de la taille de la famille et de l'âge. Mais nulle part, la nationalité n'est

mentionnée comme facteur pouvant être utilisé pour établir des listes partielles d'attribution.

Lisette Vanhees (Objectif 479.917). Voilà une situation qui montre bien à quel point cette société se moque du brassage social : dans le quartier de Steenveld, à Beringen, habitent d'un côté du quartier, uniquement des immigrés (des Turcs pour la plupart) et de l'autre côté, des Belges (parmi lesquels les naturalisés).

Pénurie de logements sociaux

Comment faites-vous pour éviter que les Belges se sentent défavorisés par de telles actions pour les immigrés ?

Rut Vanhex (Syndicat des locataires). Le vrai problème, c'est la pénurie de logements sociaux. Les candidats locataires doivent souvent attendre des années avant de se voir attribuer un logement. Fin 95, on dénombrait 7.370 candidats locataires dans les sociétés de logement du Limbourg. Et derrière ces candidats, il y a encore leurs familles. En cause, une politique qui n'offre aucune solution à la carence de logement social. En travaillant avec deux listes distinctes, où les Belges se voient attribuer plus rapidement un logement, on détourne l'attention du problème principal, la pénurie de logements sociaux. Du reste, le besoin est grand dans les deux groupes.

Belgin Özgünes. En préparant cette action, nous nous sommes entretenus à plusieurs reprises avec des Belges habitant le quartier. Eux aussi subissent la



L'épouse de ce père de famille turc est devenue Belge mais, selon la Société de construction de Beringen, il doit acquérir également la nationalité belge s'il veut obtenir un logement plus vite.

pénurie de logements sociaux convenables. Eux aussi se plaignent du mauvais entretien des logements et du mauvais traitement que leur réserve la société de logement cantonale. Ils se rendent bien compte qu'aussi bien les Belges que les non-Belges en sont victimes.

Lisette Vanhees. Les listes d'attente pour les logements sociaux s'allongent en raison de la situation financière difficile que connaissent de plus en plus de gens. Pourtant, il y a assez d'argent dans notre société pour la construction de logements sociaux plus nombreux. Il suffit de penser aux grandes fortunes, aux revenus mobiliers, aux bénéfices des banques et des holdings, à la fraude fiscale... Le scandale récent du blanchiment de l'argent sale par la Kredietbank au Luxembourg est révélateur. Mais il faut du courage politique et de la volonté pour aller chercher l'argent chez ceux qui en ont. Il est plus facile de monter les locataires sociaux les uns contre les autres et de semer ainsi la division.

Beringen est-elle un cas à part ?

Anita Ceusters. En tout cas, la discrimination y est la plus dure. Que l'on pense seulement à l'affaire du foulard (ndlr : la commune de Beringen continue d'interdire le port du foulard sur la photo de la carte d'identité, malgré

une condamnation par le tribunal). En 1994, nous avons déjà déposé une plainte auprès de l'ONU parce que les immigrés, principalement des Turcs et des Marocains, ont une liste d'attente deux fois plus longue que les Belges. Cette affaire a été classée sans suite. Nous n'avions aucune preuve écrite. Mais maintenant, nous avons des preuves. A Beringen, la collaboration n'est pas bonne du tout avec l'administration communale. Dans d'autres communes, nous avons au moins un local à notre disposition. A Beringen, je dois tenir mes consultations dans un café.

Quelles démarches allez-vous encore entreprendre ?

Belgin Özgünes. Deux personnes turques désavantagées ont déposé une plainte au parquet d'Hasselt, avec l'aide d'Objectif. Elles ne figurent pas sur la liste d'attente des Belges et attendent depuis trois à sept ans pour obtenir un logement social. Nous allons nous occuper sérieusement de ce procès. Le Centre pour l'Égalité des Chances et la Lutte contre le Racisme suit cette action, lui aussi.

Rut Vanhex. Avec Objectif, nous avons aussi porté plainte auprès de la Société flamande de logement. Elle a déjà réagi négativement en disant qu'«il n'est écrit nulle part dans la loi qu'il est interdit de travailler avec deux listes». En tout

cas, nous voulons nous occuper de toutes ces plaintes individuelles. Ce n'est pas toujours facile pour les locataires. Souvent, ils n'ont pas le courage d'engager un procès. La pression qu'ils subissent est très forte : tracasseries lorsqu'il faut compléter des documents, refus d'exécuter des réparations, etc. C'est bien qu'il y ait des locataires qui veulent poursuivre les actions, comme maintenant. Cela porte des fruits. Il y a quelque temps, nous avons porté plainte avec trois locataires à cause de la mauvaise qualité de leur logement au Lindeman (quartier de logements sociaux à Heusden-Zolder). L'un d'eux a abandonné, les deux autres ont poursuivi et le juge de paix leur a donné raison : ils ont obtenu une réduction substantielle de leur loyer pour toute une période et un arrangement pour une autre période. C'était quand même un montant important. Nous devons parvenir à regrouper les diverses plaintes en une plainte générale, forte, rassembler les gens du quartier et les réunir pour discuter de la manière de poursuivre.

Lisette Vanhees. La Société flamande de logement refuse d'entreprendre quoi que ce soit contre la société cantonale jusqu'à ce que le tribunal se prononce. Ce qui signifie que ce procès est un test de niveau national. Aussi, nous comptons sur le soutien de tous les antiracistes du pays.

Pourquoi la loi Harnie ?

Belgin Özgünes. Avec Objectif, nous nous opposons aux discriminations légales et de fait. Ne pas avoir la nationalité belge ouvre la porte à toutes sortes de discriminations, comme ici dans le logement social. C'est pourquoi, avec Objectif 479.917, nous luttons pour l'at-

tribution automatique de la nationalité belge après cinq ans de séjour légal en Belgique (la proposition de loi Harnie). Des actions comme celles-ci montrent clairement quel est l'enjeu pour les immigrés, quelles discriminations ils rencontrent quotidiennement.